ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 29 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1036 ■

FRANCE

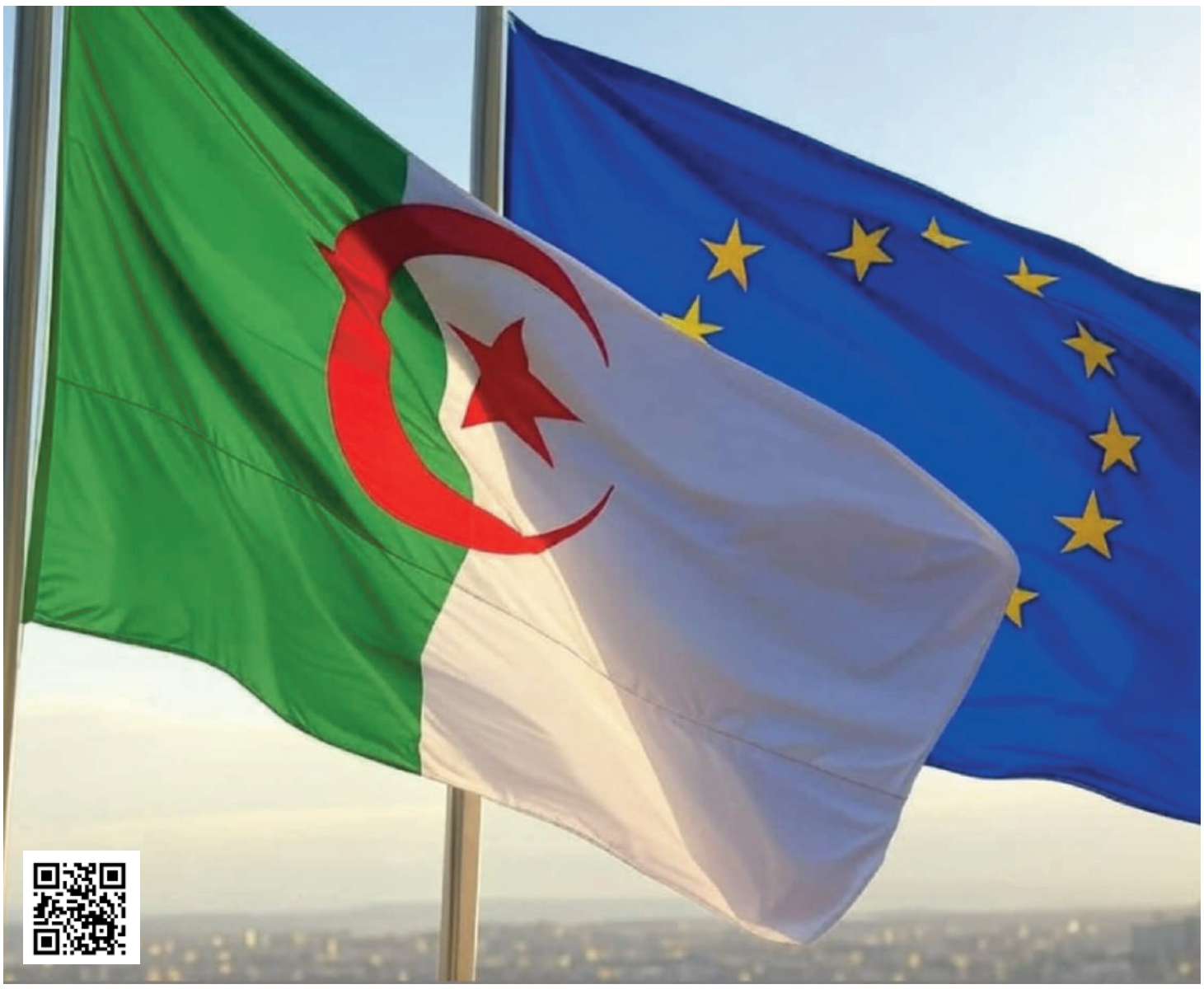
L'économie est entrée en récession

P 16

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Alger réclame un rééquilibrage du partenariat économique

La révision de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) s'impose comme une nécessité pour rééquilibrer les relations économiques entre les deux parties. Plus de vingt ans après sa signature et près de vingt et un ans après son entrée en vigueur, ce partenariat commercial ne répond plus aux ambitions de diversification de l'économie nationale.. P 3



LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Tebboune annonce de nouvelles dispositions pour les codes communal et de wilaya



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier à Alger, qu'un travail sera engagé avec les nouveaux élus locaux en vue de trouver une nouvelle formule pour les lois relatives à la commune et à la wilaya. Une démarche qui traduit la volonté de revoir le cadre juridique régissant les collectivités locales et de confier davantage de responsabilités aux futurs élus.

P16

GRANDS PROJETS FERROVIAIRES

Un levier pour les exportations hors hydrocarbures

L'Algérie accélère le développement de ses infrastructures ferroviaires afin de renforcer sa position stratégique dans les échanges commerciaux régionaux et continentaux. À travers la réalisation de grands axes reliant les bassins miniers, les pôles industriels, les zones de production et les infrastructures portuaires, le pays entend faire du chemin de fer un puissant levier de diversification économique, de développement des exportations hors hydrocarbures et d'intégration africaine.

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saïdal renforce ses ambitions dans la production de vaccins P 2

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Un partenariat économique en pleine diversification P 3

ONAAPH

Vers la création d'une unité de fabrication de fauteuils roulants manuels P 4

COMMERCE EXTÉRIEUR

Préparatifs pour la commercialisation à partir de janvier des produits nationaux dans les espaces «Duty free»

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion de coordination avec les représentants des secteurs ministériels et des organismes publics concernés par l'opération d'exportation, consacrée aux préparatifs en vue la commercialisation, à partir de janvier 2027, des produits nationaux dans les espaces commerciaux hors taxes "Duty free" et au renforcement des exportations nationales par voie aérienne, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue jeudi au siège du ministère, a porté sur les préparatifs en vue de la commercialisation, à partir de janvier 2027, des produits nationaux dans les espaces commerciaux hors taxes "Duty free", permettant ainsi de faire connaître le produit national et d'élargir les opportunités de sa commercialisation auprès des voyageurs au niveau des zones internationales des aéroports et des ports algériens, précise la même source.

Cette rencontre a également constitué une occasion d'examiner les moyens de renforcer les exportations nationales par voie aérienne, en coordination avec Air Algérie et sa filiale Air Algérie Cargo, ainsi que l'examen des mécanismes à même de développer les services de fret aérien et de faciliter l'acheminement des produits algériens vers les marchés extérieurs.

Ces efforts visent à répondre aux besoins des exportateurs et à contribuer à l'amélioration de la compétitivité du produit national, selon le communiqué.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saïdal renforce ses ambitions dans la production de vaccins

L'Algérie accélère sa marche vers la souveraineté sanitaire. Des ambitions claires sont affichées pour développer une industrie nationale du vaccin et réduire sa dépendance aux importations de produits immunologiques. La signature d'un mémorandum d'entente entre le groupe public Saïdal et le laboratoire pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK), jeudi dernier à Alger, vient donner une nouvelle impulsion à cette orientation stratégique.

Par Zahir R.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à faire de l'industrie pharmaceutique un secteur stratégique de l'économie nationale, au-delà de la seule production de médicaments. L'objectif est notamment de maîtriser progressivement les différentes étapes de fabrication des produits de santé, de sécuriser l'approvisionnement du marché national et de consolider la souveraineté sanitaire du pays. Le mémorandum signé avec GSK prévoit de tirer profit du savoir-faire, de l'expérience et des technologies du groupe pharmaceutique international pour les transférer à Saïdal. Il ne s'agit donc pas uniquement de conclure un accord commercial, mais de poser les bases d'une coopération industrielle et technologique permettant à l'Algérie de développer progressivement ses propres capacités de fabrication de vaccins.

Cette orientation avait déjà été mise en avant par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, à travers plusieurs annonces et visites de terrain consacrées aux projets de production vaccinale. En février dernier, lors d'une visite à Mostaganem, le ministre avait annoncé la création d'un grand centre national spécialisé dans la recherche en virologie. Ce projet doit accompagner le développement de la production locale de vaccins, en rapprochant la recherche scientifique des capacités industrielles de Saïdal. Il avait notamment précisé que les médicaments et les produits issus des activités de ce centre seraient fabriqués au niveau des unités du groupe public.

Le ministre avait également insisté sur la nécessité de développer des vaccins adaptés aux caractéristiques des virus présents en Algérie et à leurs mutations. Une approche qui vise à renforcer l'efficacité de la prévention sanitaire et à réduire la dépendance aux produits importés.

Dans le même cadre, un groupe de travail national regroupant 22 experts et représentants de plusieurs secteurs ministériels a été chargé de suivre le projet de création d'un centre intégré de recherche en virologie et d'une usine de production de vaccins. Cette démarche associe notamment les secteurs de la santé, de l'industrie pharmaceutique, de l'enseignement supérieur, de l'agriculture ainsi que l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

Sur le plan industriel, Saïdal travaille également à la concrétisation d'une unité spécialisée dans la fabrication de vaccins à Annaba. Le projet, lancé en septembre 2025 dans la zone industrielle d'El Bouni, s'étend sur une superficie de 22 267 m². Il prévoit, dans une première phase, la fabrication de vaccins inscrits au calendrier national de vaccination, avant une extension à d'autres vaccins spécialisés. Le délai initial de réalisation annoncé était de 24 mois.

Autre avancée importante, le ministre s'est rendu le 28 octobre dernier en Allemagne, au siège de la société Syntegon, pour poursuivre les négociations relatives à l'acquisition d'une ligne de production de vaccins au profit de Saïdal. Les discussions ont notamment porté sur les délais de livraison et les capacités de cette installation.

Selon les précisions communiquées à cette occasion, cette future ligne industrielle doit constituer un socle pour la concrétisation des partenariats conclus avec des fabricants internationaux, avec l'ambition de parvenir à un cycle de production intégré. Les ambitions affichées dépassent par ailleurs le marché national, puisque Saïdal envisage également d'exporter ses vaccins vers les pays africains, notamment dans le cadre des programmes d'approvisionnement de l'UNICEF.

Parallèlement, le groupe public développe à Mostaganem une unité consacrée aux vaccins vétérinaires, destinée à fabriquer aussi bien les matières premières que les produits finis. Lors de sa visite en février 2026, le ministre avait indiqué que cette installation devrait atteindre une capacité de production de 175 tonnes par an et générer 120 emplois directs. Il avait souligné que la fabrication locale permettrait de réduire sensiblement la facture des importations et de mieux répondre aux mutations des virus affectant le cheptel national.

Le groupe Saïdal avait également engagé, à Constantine, un projet de production locale de vaccin antigrippal, dans le cadre d'un partenariat avec un opérateur étranger, avec une première phase consacrée au conditionnement. En somme, l'enjeu pour l'Algérie est désormais de maîtriser progressivement l'ensemble de la chaîne de valeur du vaccin, depuis la recherche et le développement jusqu'à la fabrication, au conditionnement et au contrôle de qualité. Le transfert de technologies, la formation des compétences nationales et le développement de la recherche en virologie constituent, dans cette perspective, des conditions essentielles à la réussite de cette ambition.

HYDROCARBURES-NUMÉRISATION

Réunion de coordination sur le système d'information de suivi de l'approvisionnement du marché national en carburants et produits pétroliers

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, et la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, ont coprésidé, jeudi, une réunion de coordination consacrée au suivi des projets de numérisation dans le secteur des hydrocarbures, notamment celui du système d'information destiné au suivi de l'approvisionnement du marché national en carburants et produits pétroliers et de leur consommation à travers le territoire national.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer le processus de numérisation et à développer les systèmes d'information, afin de contribuer à l'amélioration de la gestion du service public, à l'optimisation des services proposés aux citoyens et à la garantie d'un approvisionnement régulier et continu du marché national en produits pétroliers, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures. La réunion s'est déroulée en présence du PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, du PDG de Naftal, M. Djamel Cherdoud, ainsi que de cadres du secteur, de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et du Haut-commissariat à la numérisation, notamment les responsables de la numérisation et des systèmes d'information des organismes concernés. Les participants ont suivi des exposés présentés par la société Naftal et le Haut-commissariat à la numérisation sur les solutions numériques proposées pour le suivi de la consommation des différents types de carburants et de produits pétroliers et de l'état de consommation à travers les différentes wilayas du pays, avec une attention particulière accordée aux wilayas du Grand Sud, en vue d'améliorer la distribution des produits et d'assurer le bon fonctionnement du service public.

Les présentations ont également porté sur les moyens de développer un système électronique intégré de suivi de la consommation de carburants, à travers la mise en place d'une solution commune reliée au réseau de stations-service, qui compte près de 2.650 stations, comprenant celles de Naftal et les stations privées, avec la participation des différentes parties concernées, notamment Sonatrach, Naftal, l'ARH et le secteur privé.

A cette occasion, l'accent a été mis sur l'importance de la complémentarité entre les différents systèmes d'information concernés et de l'exploitation du réseau souverain sécurisé IRIES, afin de garantir un échange de données sécurisé et efficace et de soutenir la prise de décision en temps opportun, conclut le communiqué.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Alger réclame un rééquilibrage du partenariat économique

La révision de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) s'impose comme une nécessité pour rééquilibrer les relations économiques entre les deux parties. Plus de vingt ans après sa signature et près de vingt et un ans après son entrée en vigueur, ce partenariat commercial ne répond plus aux ambitions de diversification de l'économie nationale. Alger réclame donc une adaptation des règles aux nouvelles réalités économiques, afin de garantir des échanges plus équilibrés, de stimuler les investissements productifs et d'assurer un meilleur accès des exportations algériennes au marché européen.

Par Selma R.

Lors d'une conférence de presse animée jeudi à Alger, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a insisté sur la nécessité d'une évaluation objective de l'accord, dont l'application reste marquée par des déséquilibres. Selon les chiffres qu'il a avancés, les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'UE ont dépassé les 1.000 milliards de dollars depuis 2005, alors que les investissements européens dans le pays n'ont pas excédé 15 milliards de dollars. Ces derniers ont par ailleurs généré 14 milliards de dollars de bénéfices pour l'UE. Cette disproportion met en évidence les limites d'un partenariat qui n'a pas suffisamment favorisé la création de capacités productives, les transferts technologiques et le développement de projets industriels communs. Pour Alger, la libéralisation des échanges ne peut constituer à elle seule le socle d'une relation économique durable, d'autant que le marché algérien demeure une destination importante pour les produits européens. « Les profondes transformations structurelles qu'a connues l'économie algérienne, devenue aujourd'hui plus diversifiée, doivent être prises en compte », a souligné Ahmed Attaf, estimant que certaines dispositions de l'accord ne sont plus en harmonie avec la nouvelle réalité économique du pays ni avec ses ambitions en matière de diversification des exportations.

Signé en avril 2002 et entré en vigueur en septembre 2005, l'accord avait été conclu dans un contexte marqué par la volonté de l'Algérie de sortir de son isolement et de renforcer ses relations avec l'espace européen. Le pays ne disposait alors ni des mêmes capacités productives ni des mêmes perspectives d'exportation qu'aujourd'hui. Depuis, plusieurs secteurs industriels et agricoles ont renforcé leur présence dans le commerce extérieur, notamment la sidérurgie, le ciment, les matériaux de construction, les produits agricoles et les produits halieutiques. Cette évolution traduit la volonté de réduire la dépendance aux hydrocarbures et de développer des entreprises capables de se positionner sur les marchés internationaux. Toutefois, cette diversification ne s'est pas accompagnée d'une amélioration équivalente des conditions d'accès au marché européen, puisque des produits algériens se heurtent à des mesures commerciales et à des restrictions réglementaires que les autorités algériennes jugent injustes et unilatérales. « L'accord a besoin d'une révision, notamment dans son volet économique, car il n'est plus en adéquation avec les nouvelles donnes économiques de l'Algérie », a affirmé le chef de la diplomatie, avant de rappeler que l'Algérie aspire à « un partenariat équilibré qui réalise les intérêts mutuels, fondé sur la réciprocité et le respect ».

L'enjeu consiste désormais à élargir le partenariat à l'investissement productif, aux projets industriels communs, au transfert de technologie et à l'intégration des entreprises algériennes dans les chaînes de valeur européennes. La révision de l'accord doit ainsi permettre de mieux répartir les avantages commerciaux et de créer davantage de valeur ajoutée pour les deux parties. Dans ce sens, le ministre a insisté sur le recours aux mécanismes institutionnels prévus par l'accord, en particulier le Conseil d'association algéro-européen, qui ne s'est pas réuni depuis 2020. « S'il existe des divergences de vues et des griefs d'une partie à l'égard de l'autre, le cadre naturel pour les régler est la table du dialogue institutionnel, et non les tribunes médiatiques, les fuites dans la presse ou les agissements unilatéraux », a-t-il déclaré. L'Algérie affirme ainsi ne pas remettre en cause un partenariat qu'elle considère comme stratégique, mais réclame une relation adaptée à ses transformations économiques et fondée sur le bénéfice mutuel.

Face à la France, Alger assume la diversification de ses fournisseurs européens

Sur le volet des relations commerciales avec la France, Ahmed Attaf a défendu la politique de diversification des fournisseurs adoptée par l'Algérie, en réfutant les interprétations qui l'associent à des considérations politiques. Selon lui, les choix opérés répondent avant tout à des impératifs économiques, notamment la compétitivité des prix et la rentabilité des importations. « Les relations économiques avec la France ne sont pas liées à des orientations politiques », a-t-il affirmé, précisant que l'Algérie a entrepris de diversifier ses partenariats avec d'autres pays européens, en raison de conditions commerciales « plus acceptables et plus rentables par rapport à celles imposées par la France ».

Le dossier des semences et des importations de blé dur illustre cette orientation. Le ministre a rappelé qu'en 2021, alors qu'aucune crise n'opposait Alger et Paris, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné la révision du cahier des charges relatif à la sélection des fournisseurs de différentes variétés de blé et d'orge. Cette révision a permis à l'Algérie d'élargir ses sources d'approvisionnement et de s'orienter vers trois pays de l'UE, en raison des prix compétitifs proposés. Une démarche similaire a été engagée pour le lait en poudre, également cité parmi les dossiers qui font l'objet de griefs français. « Cette révision a ouvert la voie à de nouveaux opérateurs, faisant ainsi perdre à la France sa part sur ce marché au profit d'autres pays européens, à leur tête la Roumanie », a expliqué le ministre. Les Pays-Bas et la Pologne figurent également parmi les partenaires vers lesquels l'Algérie a orienté une partie de ses approvisionnements, dans une logique commerciale visant à obtenir les meilleures conditions d'achat et à multiplier les opérateurs économiques.

Ahmed Attaf a, par ailleurs, contesté les informations relayées par certaines sources médiatiques sur les relations économiques algéro-françaises.

Il a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à examiner les divergences dans le cadre du Conseil d'association, tout en déplorant l'absence de volonté de la partie française d'engager cette démarche. « Si la France avait réellement l'intention de traiter ce sujet conformément aux règles et aux usages, elle aurait accepté la tenue du Conseil d'association », a-t-il déclaré, rappelant que cette instance constitue le cadre institutionnel approprié pour examiner les griefs entre les deux parties.

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Un partenariat économique en pleine diversification

Par S R.

Les relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis connaissent une dynamique favorable, portée par l'intérêt croissant des entreprises américaines pour les opportunités du marché algérien. Si les hydrocarbures demeurent un secteur central de la coopération bilatérale, les perspectives s'élargissent désormais à l'agriculture, aux télécommunications, à l'industrie pharmaceutique, aux ressources en eau et aux mines. Dans un entretien accordé au quotidien El Moudjahid, le chargé d'affaires de l'ambassade américaine à Alger, Mark Schapiro, a souligné la volonté de Washington d'accompagner la diversification de l'économie algérienne et de renforcer les investissements productifs. « Nous sommes la première source d'investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, avec plus de 120 entreprises américaines présentes en Algérie », a indiqué le diplomate, mettant en avant l'importance des relations commerciales entre les deux pays. Il a également relevé que les entreprises américaines comprennent la politique de localisation de la production et la vision économique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Selon lui, cette orientation rejoint une logique défendue par les États-Unis, qui privilégient la production locale, la création d'emplois et l'implantation durable des entreprises. « Nous préférons que les entreprises investissent, recrutent localement et produisent sur place », a-t-il expliqué, estimant que les opérateurs américains peuvent progressivement s'engager dans cette voie, en fonction de leurs capacités et de leurs stratégies.

Cette convergence constitue un levier pour développer des partenariats industriels plus approfondis, d'autant que l'Algérie cherche à réduire sa dépendance aux importations et à renforcer ses capacités productives. Le diplomate a toutefois reconnu que le climat des affaires présente encore des difficultés, tout en soulignant les perspectives de rentabilité pour les entreprises prêtes à s'inscrire dans une démarche de long terme. « Je résumerais le marché algérien comme un marché à “efforts élevés, mais à récompenses élevées” », a-t-il affirmé, insistant sur l'importance de la patience, de l'engagement et du travail sur la relation avec les partenaires locaux. Pour faciliter l'implantation des entreprises américaines, l'ambassade s'appuie notamment sur la Chambre de commerce américaine en Algérie (AmCham), le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC). Cette démarche permet, selon Mark Schapiro, de traiter les obstacles de manière sectorielle et de favoriser un environnement plus propice aux investissements.

La diversification constitue ainsi un axe majeur de la coopération économique bilatérale. Si les hydrocarbures occupent une place importante dans l'économie nationale, les entreprises américaines manifestent un intérêt grandissant pour d'autres secteurs, en phase avec les priorités de développement de l'Algérie. « Nous ne voulons pas donner l'impression que nous ne voyons en l'Algérie que du pétrole et du gaz », a souligné Mark Schapiro, évoquant notamment les télécommunications, l'agro-industrie, la production d'électricité, les ressources en eau, les technologies, l'industrie pharmaceutique et les mines.

L'agriculture et les secteurs hors hydrocarbures au cœur des perspectives

L'agriculture figure parmi les domaines où les perspectives de coopération sont les plus concrètes. Le diplomate a rappelé que les relations agricoles entre les deux pays ont considérablement progressé au cours des deux dernières années. Le projet Baladna, partenariat algéro-qatari reposant notamment sur des équipements et des vaches laitières américains, illustre cette dynamique. Selon Mark Schapiro, les premières vaches laitières destinées au projet devraient arriver en Algérie par avion en janvier ou février. Le projet mobilise des équipements et des animaux provenant de neuf États américains, dont le Kansas, et s'inscrit dans les objectifs algériens de souveraineté alimentaire. L'Université du Kansas pourrait également contribuer à cette coopération, notamment dans les sciences agronomiques.

Dans le secteur énergétique, GE Vernova est citée parmi les entreprises américaines présentes dans la production d'électricité. Les télécommunications attirent aussi des opérateurs intéressés par le marché algérien, tandis que des entreprises américaines explorent les opportunités dans les ressources en eau et l'industrie pharmaceutique. Le secteur minier représente, lui aussi, un nouveau champ d'intérêt. Mark Schapiro a estimé que la nouvelle loi minière algérienne, jugée favorable aux investissements étrangers, suscite l'attention d'entreprises américaines, dont certaines ont déjà pris contact avec l'ambassade pour examiner les possibilités d'investissement.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre exhorte les étudiants à transformer leurs idées en projets économiques et startups

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a exhorté jeudi à Khenchela les étudiants à transformer leurs idées en projets économiques et startups.
Au cours de sa visite de l'incubateur et du centre d'appui à l'innovation au pôle universitaire Abdelhak Rafik Bererhi au chef-lieu de wilaya en compagnie du wali, Salim Harizi, le ministre a appelé les étudiants à "orienter leurs inventions et projets innovants vers les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et du développement de logiciels".
Dans ses discussions avec les étudiants participants à la 2ème édition du challenge national ProtoMarket (dispositif national d'appui et de financement de la concrétisation des idées innovantes sous forme de prototypes afin d'en faire des produits commercialisables), il a ajouté que " la transformation des résultats de leurs recherches et brevets d'invention en produits commercialisables contribuera à opérer un bond qualitatif au sein de l'économie, de la société et du système universitaire".
M. Baddari a également exhorté les étudiants au cours d'une séance pratique au niveau de la salle modèle 4.0 (espace universitaire intelligent, interactif et équipé des technologies les plus récentes) au même pôle universitaire à "bénéficier des plateformes numériques créées par le ministère de tutelle pour faciliter leurs cursus et autres services".
Au sein de la même structure universitaire, le ministre a inauguré le guichet unique accueillant des bureaux de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), le Centre national du registre de commerce et la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS).

R E.

ONAAPH

Vers la création d'une unité de fabrication de fauteuils roulants manuels

L'Office national d'appareillages et accessoires pour personnes handicapées (ONAAPH) prépare la création d'une unité de fabrication de fauteuils roulants manuels, avec une capacité de production initiale estimée à 10.000 fauteuils par an, a indiqué le directeur général de l'Office, Mohamed Mouaidi.

Synthèse R E.

Dans une déclaration à l'APS, à quelques jours de la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées (3 décembre), M. Mouaidi a précisé que les préparatifs étaient en cours pour la création d'une unité industrielle spécialisée dans la fabrication de fauteuils roulants manuels en aluminium, dans le but de "réduire la dépendance à l'importation de ce type d'équipements et de répondre aux besoins de cette catégorie".
Ce projet vise à "développer une industrie nationale de fauteuils roulants manuels en aluminium, légers et faciles à utiliser", a-t-il ajouté.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique de l'Office pour la période 2026-2030, visant à "renforcer le service public, en garantissant des prestations de qualité et une réponse efficace aux attentes des citoyens, outre le développement des services numériques, afin d'opérer un saut qualitatif dans les méthodes de production et d'assurer une prise en charge optimale des bénéficiaires des services de l'Office".
Parmi les autres projets que l'Office s'attèle à concrétiser, figure le lancement, à partir du deuxième trimestre 2027, de la carte numérique destinée aux bénéficiaires d'appareillages et accessoires, qui leur permettra de bénéficier d'appareillages et d'équipements orthopédiques auprès de n'importe quelle annexe de l'Office à l'échelle nationale. Cette carte comportera des informations relatives à la nature du handicap du bénéficiaire, ainsi qu'aux types d'appareillages et d'équipements orthopédiques dont il a bénéficié auparavant.
Cette mesure permettra "de créer une base de données unifiée des bénéficiaires, de garantir un suivi rigoureux du parcours de chaque bénéficiaire, d'améliorer la gestion des opérations de distribution et de renouvellement des appareillages et de faciliter le traitement des dossiers, en disposant de statistiques fiables sur les besoins des bénéficiaires".
Elle contribuera aussi à l'amélioration de la qualité des services et à leur rapprochement du citoyen", ainsi qu'au passage "d'une gestion traditionnelle des dossiers à un système numérique intégré garantissant un traitement rapide des demandes et un suivi efficace".

« LET'S SHAPE THE FUTURE TOGETHER »

LG Electronics Algérie présente ses perspectives pour 2027

Entre vision d'avenir, innovation et partenariats, LG Electronics Algérie réunit son réseau de distributeurs différentes régions du pays autour du slogan « Let's Shape the Future Together ». Cet événement constitue une occasion de présenter les grandes orientations stratégiques de la marque pour 2027, de partager ses perspectives de développement et de mettre en lumière une sélection de nouveaux produits illustrant son engagement continu en faveur de l'innovation.
Accueillant près de 210 participants, cette édition du LG Dealer Event met à l'honneur la relation de confiance qui unit la marque à ses partenaires commerciaux. Elle témoigne de la volonté de LG de consolider son réseau de distribution et de poursuivre son développement sur le marché algérien, en étroite collaboration avec ses partenaires.
À travers plusieurs présentations, les participants découvrent les priorités de LG pour 2027, notamment ses perspectives de croissance et les orientations qui guideront le développement de ses activités. L'accent est également mis sur l'évolution de son offre et les innovations destinées à répondre aux attentes des consommateurs.
Un espace d'exposition spécialement aménagé accueille neuf produits LG, présentés dans une scénographie dédiée qui met en valeur leur design, leurs technologies et leurs principales fonctionnalités. Cette exposition permet aux distributeurs de découvrir les nouveautés de la marque et d'apprécier de plus près les solutions proposées dans différentes catégories de produits, notamment l'électronique grand public et l'électroménager. Parmi les produits exposés Parmi les produits exposés figurent notamment :

Téléviseurs
• LG NANO 4K UHD AI 85NU850B : processeur AI, upscaling 4K, webOS et Magic Remote.
• LG QNED evo AI Mini LED 86QNED85 : technologie Mini LED avec Precision Dimming, Dolby Vision et Dolby Atmos, fonctionnalités dédiées au gaming.
• LG OLED evo AI OLED77C6 : Perfect Black et Perfect Color, Dolby Vision et Dolby Atmos, compatibilité G-SYNC et FreeSync Premium.

Climatiseurs
• LG ARTCOOL ART12ALG : design miroir, technologie Dual Inverter, Smart ThinQ.
• LG DUALCOOL DUAL12AT3 : technologie Dual Inverter, connectivité Wi-Fi, refroidissement rapide et silencieux.
• LG JETCOOL Inverter JET12INVT3 : mode Jet pour un refroidissement rapide, fonctionnement chaud/froid.
• LG Armoire résidentielle APNW55GT3EA : technologie Smart Inverter, réversible chaud/froid, idéale pour les grands volumes.

Réfrigérateurs
• LG GC-X24FFKAB : design 4 portes Multi Door Premium, Total No Frost, AI Fresh™, InstaView™ et Door-in-Door™.
• LG GC-Z27BSES : design Side by Side Premium, Total No Frost, InstaView™ et Door-in-Door™.

Lave-linges séchants
• LG F4X7EFP26B : AI Wash™, AI DD™, TurboWash™360, ezDispense™ et écran LCD Digital Dial en arabe et en français.
• LG F4X5ERP2DB : AI Wash™, AI DD™, TurboWash™360, technologie Steam™ et certification Allergy Care.

Lave-vaisselle
• LG DFGH988V : AI Wash™, QuadWash™ Pro, technologie vapeur TrueSteam™ et Dynamic Heat Dry+™.
Au-delà des présentations et des découvertes produits, LG accorde une place particulière à la reconnaissance de ses partenaires, dont la contribution joue un rôle essentiel dans le développement et le rayonnement de la marque en Algérie.
Avec « Let's Shape the Future Together », LG Electronics Algérie réaffirme ainsi sa volonté de construire une dynamique de croissance durable, portée par l'innovation, la confiance et une collaboration étroite avec son réseau de distribution.

Communiqué

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,20	4,54	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	830,00	0,00	0,00	1,45	118,57	-	1196	992 680,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,02	-0,13	7,54	7,65	13583	18 989 034,00
BIOPHARM	BIO	2 403,00	2405,00	0,08	1,17	-3,15	6,48	7,07	1000	2 405 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 994,00	1994,00	0,00	-0,08	-7,37	8,27	8,78	4260	8 494 440,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-0,06	-4,07	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,43	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 26 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	104	111	97	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	120	133	106	الطماطم	
	Oignon sec	111	119	103	البصل الجاف	
	Ail sec	903	981	824	الثوم الجاف	
	Carotte	110	119	100	الجزر	
	Navet	107	116	97	اللفت	
	Poivron	150	163	137	الفلفل الاخضر	
	Piment	155	170	139	الفلفل الحار	
	Courgette	119	130	107	الكوسة	
	Haricot vert	184	202	166	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	111	121	100	الخس	
Fruits frais	Orange	205	243	166	البرتقال	فواكه طازجة
	Clémentine	206	241	170	كليمونتين	
	Citron	193	218	168	الليمون	
	Pomme locale	431	527	335	التفاح المحلي	
	Datte	461	577	345	التمر	
	Grenade	179	212	146	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2238	2356	2120	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	422	434	410	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)	

GRANDS PROJETS FERROVIAIRES

Un levier pour les exportations hors hydrocarbures

L'Algérie accélère le développement de ses infrastructures ferroviaires afin de renforcer sa position stratégique dans les échanges commerciaux régionaux et continentaux. À travers la réalisation de grands axes reliant les bassins miniers, les pôles industriels, les zones de production et les infrastructures portuaires, le pays entend faire du chemin de fer un puissant levier de diversification économique, de développement des exportations hors hydrocarbures et d'intégration africaine.

Par Z R.

Cette ambition a été réaffirmée jeudi par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, qui a souligné le rôle stratégique des grands projets ferroviaires engagés à travers le territoire national. Intervenant lors d'une journée d'étude intitulée « Les lignes ferroviaires stratégiques : locomotive de l'économie nationale », organisée en marge de la 21e édition du Salon international des travaux publics (SITP 2026), le ministre a estimé que ces infrastructures permettront à l'Algérie de consolider son statut de hub régional d'échanges et de connectivité continentale.
Selon lui, les projets en cours dépassent largement la dimension nationale, dans la mesure où ils contribueront à renforcer l'intégration de l'Algérie dans son environnement africain et à mettre en place des corridors logistiques transfrontaliers.
Dans cette perspective, la future ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, ainsi que les autres grands axes structurants, devraient améliorer la connexion entre les différentes régions du pays et faciliter l'accès aux marchés africains.
L'enjeu est également économique. En reliant les ressources naturelles aux unités de production et de transformation, les infrastructures ferroviaires doivent permettre de réduire les coûts logistiques, de fluidifier le transport des marchandises et d'améliorer la compétitivité des produits nationaux. Elles constituent ainsi un maillon essentiel dans la stratégie de diversification de l'économie et de valorisation des richesses minières, agricoles, énergétiques et industrielles.
Parmi les projets structurants mis en avant par le ministre figure la ligne minière Ouest reliant Gara Djebilet à Tindouf et Béchar sur une distance de 950 km. Inaugurée en début d'année par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette infrastructure constitue une avancée majeure dans la mise en exploitation du gigantesque gisement de minerai de fer de Gara Djebilet.
Achevé avant les délais impartis grâce à la mobilisation des compétences nationales, ce projet doit assurer l'acheminement du minerai vers les installations de transformation et les marchés, tout en accompagnant le développement d'un nouveau pôle industriel dans le Sud-Ouest du pays.
À l'Est, la ligne minière Annaba-Tébessa-Bled El Hadba, longue de 422 km, représente l'autre grand axe de cette stratégie.
Les travaux se poursuivent à un rythme accéléré dans le cadre du projet intégré de phosphate. Cette infrastructure permettra de relier les gisements de Djebel Onk et de Bled El Hadba au port d'Annaba, afin de faciliter le transport et l'exportation des produits phosphatés et dérivés.

Une connectivité au service de l'intégration africaine

À travers ces deux corridors miniers, l'Algérie cherche à renforcer les capacités de transport de ses ressources naturelles et à développer leur transformation locale.
L'objectif est de faire des richesses minières un nouveau moteur des exportations hors hydrocarbures et de la création de valeur ajoutée.
Par ailleurs, le développement du réseau ferroviaire s'inscrit dans une vision plus large d'aménagement du territoire et d'ouverture économique.
La connexion des régions du Sud et des Hauts-Plateaux aux grands centres économiques et aux infrastructures portuaires doit contribuer à réduire les disparités territoriales, à attirer de nouveaux investissements et à faciliter l'implantation d'activités productives.
La perspective de corridors ferroviaires vers le Sud revêt, à ce titre, une importance particulière pour les échanges avec les pays africains voisins. En améliorant la circulation des marchandises et en rapprochant les zones de production des marchés, ces infrastructures pourraient renforcer le rôle de l'Algérie comme plateforme logistique et commerciale au service de son environnement régional.
Le ministre a toutefois insisté sur les exigences liées à la concrétisation de ces grands projets, notamment en matière de planification, d'études approfondies, de mobilisation de financements innovants et de développement de partenariats équilibrés.

COLLECTIVITÉS LOCALES

L'Etat engagé à poursuivre la révision progressive du découpage territorial du pays

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, a réitéré, jeudi à Alger, l'engagement de l'Etat, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à poursuivre la révision progressive du découpage territorial du pays, en vue de répondre aux mutations démographiques, économiques et sociales du pays. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mme Khalida Boufedeche, présidente de l'Assemblée, consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, M. Merad a précisé que "la question de la révision du découpage territorial du pays s'inscrit dans le cadre du chantier des réformes structurelles engagées par l'Etat et revêt une importance particulière dans les orientations stratégiques du président de la République, qui a, à maintes reprises, mis l'accent sur la nécessité de réviser l'organisation territoriale de manière progressive, afin de répondre aux mutations démographiques, économiques et sociales du pays".
Dans ce cadre, M. Merad a mis en exergue "l'engagement de l'Etat, sous la conduite du président de la République, à poursuivre la révision progressive du découpage territorial, qui demeure en vigueur et que traduisent les réformes et les décisions prises dans ce domaine, en vue de mettre en place une administration locale plus proche du citoyen, plus apte à répondre à ses préoccupations et plus efficace dans la concrétisation des programmes de développement", faisant observer que la promotion de toute daïra "est précédée d'une étude approfondie et d'une évaluation globale permettant de déterminer la formule la plus appropriée, l'étape adéquate et les conditions à remplir".
Il a rappelé que les différentes réformes engagées par l'Etat en matière d'organisation territoriale "sont essentiellement destinées à améliorer les conditions de prise en charge du citoyen et à réaliser un développement local équilibré, répondant aux aspirations de la population".

R E.

TOURISME

Réunion consacrée à la plateforme numérique et au guide de déontologie professionnelle des agences de tourisme et de voyages

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'examen et à la présentation des nouveautés du projet de la plateforme numérique dédiée aux agences de tourisme et de voyages, ainsi qu'au débat et à l'adoption du guide de déontologie professionnelle de ces agences, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mercredi, la ministre a mis en avant la dimension stratégique centrale de ces deux projets dans le processus de modernisation du secteur, soulignant que "miser sur la numérisation et l'encadrement de l'exercice professionnel ne constitue pas un simple choix technique ou administratif, mais un pilier fondamental pour bâtir un système touristique moderne et compétitif".
"Grâce à cette plateforme, nous posons les jalons d'une nouvelle étape placée sous le signe de la transparence et de la simplification des procédures", a-t-elle dit, faisant observer que le guide de déontologie professionnelle "garantit la qualité des services, protège les droits du touriste et renforce la confiance des opérateurs dans la destination touristique algérienne". "Une présentation technique détaillée de la nouvelle plateforme numérique, qui s'inscrit dans le cadre des démarches du secteur visant à concrétiser la transformation numérique et à simplifier les procédures administratives" a été faite lors de cette rencontre, indique la communiqué, ajoutant que ce portail électronique vise à "moderniser les canaux de commercialisation et de promotion de la destination touristique algérienne à travers les plateformes numériques et les applications intelligentes, à sécuriser les transactions financières et commerciales et à adopter les moyens de paiement électronique, en vue de renforcer la transparence et consacrer la confiance entre l'agence et le client". Ce portail vise à "faciliter l'interconnexion entre les différents intervenants de la chaîne touristique, dont les établissements hôteliers, les sociétés de transport et les structures de services, en vue de proposer des offres intégrées et fluides, à numériser mais aussi à assurer le suivi à distance de l'activité des agences, à créer une base de données nationale précise et actualisée reliant l'administration centrale aux directions de wilaya et aux professionnels, à améliorer les mécanismes de contrôle et d'accompagnement sur le terrain, ainsi qu'à garantir une transparence totale dans les transactions touristiques", précise-t-on de même source.
La réunion a été une occasion pour débattre du code de déontologie réalisé, en concertation avec les partenaires professionnels pour constituer une référence organisationnelle et comportementale, encadrant l'activité des agences de tourisme et de voyage". Il repose sur plusieurs axes, dont "la protection des droits des touristes, la garantie du respect des clauses des contrats et des services convenus par les agences, l'engagement à assurer la qualité des services et de l'offre touristique nationale et le renforcement de la compétitivité entre opérateurs, la protection du visiteur, du touriste et des données", en sus de "la protection du patrimoine et de l'environnement, la protection de la vie privé, des coutumes et des traditions locales, l'ancrage d'une culture touristique responsable et durable". A cette occasion, la ministre a souligné "la nécessité d'accélérer le lancement expérimental de la plateforme numérique au niveau de 6 wilayas dans le nord et le sud dans une première étape avant sa généralisation au niveau national, avec l'intensification des sessions de formation au profit des cadres locaux et professionnels pour assurer une utilisation optimale".
A cet effet, Mme Meddahi a appelé les directeurs de wilaya et les représentants des agences à "l'action participative constante et à l'application rigoureuse du code de déontologie professionnelle pour concourir à la promotion du tourisme interne et attirer des touristes étrangers selon les normes internationales".
La rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, des responsables des entreprises sous tutelle, du représentant de l'Office nationale du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), des directeurs du tourisme et de l'artisanat de plusieurs wilayas, des représentants de plusieurs agences de tourisme et de voyage et de cadres de l'administration centrale.

APS

TOUGGOURT

Vers le raccordement de 11 périmètres agricoles au réseau d'électricité

Les travaux de raccordement de 11 périmètres agricoles dédiés aux cultures stratégiques au réseau d'électricité sont en cours de réalisation à Touggourt, dans le cadre des efforts visant à soutenir le développement de l'activité agricole, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Lancé au début 2026, ce projet porte sur la réalisation d'un réseau électrique de 18 km et l'installation de 17 transformateurs, au profit d'une vingtaine d'investisseurs agricoles activant au niveau de ces périmètres, a précisé la même source.
Les services de Sonelgaz œuvrent, en coordination avec ceux de la direction locale des Services agricoles (DSA), à la concrétisation des différents projets d'électrification, en vue de promouvoir l'investissement et d'améliorer les rendements des exploitations agricoles.
Dans ce cadre, l'année écoulée a été marquée par la réalisation de 233 opérations ayant permis de desservir 856 exploitations agricoles, grâce à la mise en place de plus de 500 km de lignes électriques et l'installation de 212 transformateurs.

APS

SAÏDA

la CNAS organise une journée de sensibilisation et d'information sur le cancer de la prostate

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya de Saïda a organisé, jeudi, une journée de sensibilisation et d'information sur le cancer de la prostate, au profit des hommes âgés de 50 ans et plus, dans le cadre de la campagne "Novembre Bleu", consacrée à la sensibilisation à cette maladie.
Dans une déclaration à cette occasion, le directeur de l'agence locale, Boualem Bakour, a souligné l'importance de cette campagne de sensibilisation pour ancrer une culture de prévention auprès des hommes. Il a indiqué que le cancer de la prostate figure parmi les maladies nécessitant une attention particulière, notamment chez les hommes de plus de 50 ans, ce qui impose d'effectuer régulièrement des examens médicaux et de consulter un médecin sans hésitation dès l'apparition de symptômes.
Il a également précisé que le dépistage précoce contribue à améliorer les chances de traitement et de prise en charge de la maladie.
Le même responsable a ajouté que cette journée vise à renforcer la sensibilisation des hommes aux risques du cancer de la prostate et à faire connaître l'importance de la prévention et du dépistage précoce, considérés comme des facteurs contribuant à améliorer les possibilités de prise en charge de la maladie et à limiter ses complications.
Il a, par ailleurs, souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés visant à promouvoir la culture sanitaire et à sensibiliser à l'importance des examens médicaux périodiques, notamment auprès des catégories les plus exposées à ce type de cancer.

APS

EL-OUED/PHŒNICICULTURE

Des perspectives prometteuses pour le développement de l'industrie de transformation et de l'exportation

La phœniciculture connait ces dernières années un essor remarquable, en termes de production quantitative et qualitative des variétés de dattes locales, favorisé par l'intérêt accordé à cette filière agricole stratégique.

Cette amélioration croissante de la production ouvre ainsi de larges perspectives de développement de l'industrie manufacturière, de l'exportation des dattes et de la compétitivité des produits dattiers sur les marchés extérieurs, estiment les professionnels de la filière.
Les dernières statistiques de la direction locale des Services agricoles (DSA) ont fait état de la réalisation, au titre de la campagne 2024/2025, d'une production de plus de 1,3 million de quintaux (QX) pour un patrimoine de plus de 1,6 million de palmiers, occupant une superficie de plus de 15.000 ha répartis sur le territoire des communes de Reguiba, Hassi-Khelifa, Debila, Robbah, Oued El-Allenda, Miyeh-Ouensa et El-Magrane.
Selon la DSA, "Deglet-Nour" se place en tête des variétés produites avec une récolte de plus de 780.000 QX, soit plus de 60% de la production globale locale. Elle est très prisée et sollicitée sur les marchés nationaux et internationaux, eu égard à ses qualités nutritionnelles avérées, répondant aux normes requises.
Aux côtés de Deglet-Nour, se distinguent d'autres variétés, dont El-Ghers et Degla-Beida, qui ont des possibilités d'exploitation dans l'industrie de transformation, tels que le Rob (confiture de dattes), le vinaigre, l'alcool et autres produits, qui se sont imposés, ces 15 dernières années, sur les marchés nationaux et extérieurs, pour être demandés par les consommateurs.
A ce sujet, le président de la Chambre de l'agriculture (CA) de la wilaya, Djelloul Othmani, a indiqué que la filière des dattes revêt une grande importance pour cette instance qui s'est attelée, soucieuse de développer ce segment cultural stratégique, à arrêter un programme de vulgarisation en direction de phœniciculteurs, à travers des journées d'études et des rencontres de sensibilisation sur les nouvelles techniques de développement de la filière, l'amélioration de son rendement et la mise en garde contre les maladies affectant le palmier et les voies et moyens prophylactiques susceptibles de prémunir le patrimoine phœnicicole.
Ces efforts, a expliqué M.Othmani, s'inscrivent au titre de l'accompagnement technique des agriculteurs, à l'effet de protéger la richesse de la production de dattes, en tant que levier important de l'économie nationale, et de préserver leur qualité et leur label mondial à l'exportation.

Création de trois unités de conditionnement des dattes exportable

Le tissu industriel de la wilaya d'El-Oued s'est étoffé, ces dernières années, de sept (7) nouvelles structures industrielles, dont trois (3) unités spécialisées dans le traitement, le conditionnement, l'emballage et l'export des produits dattiers, avec des cargaisons annuelles moyennes de 2.900 tonnes, à leur tête la variété Deglet-Nour.
Ces activités consistent notamment en le traitement technique des dattes, étape fondamentale dans le processus préparatoire selon les normes modernes, basé sur le traitement naturel du fruit par vapeur, dans une sorte de passoire, et ce après tri et lavage, avant d'être emballées aux fins de commercialisation.
Les données fournies par la Chambre du commerce et de l'industrie d'El-Oued "CCI-Souf" font état de l'exportation, ces deux dernières années (2025 à fin octobre 2026), de 1.263 tonnes de dattes de variété "Deglet- Nour", assurée annuellement par huit (8) exportateurs vers des marchés africains, asiatiques et européens.
Dans le même contexte, le président de la CCI-Souf, Nabil Kanouâa, a assuré que de larges perspectives d'exportation sont offertes aux entreprises spécialisées dans le traitement, le conditionnement et l'emballage des dattes, ajoutant que la CCI œuvre à aplanir les contraintes susceptibles d'entraver les opérations d'exportation des dattes.
De plus, pour prendre en charge les préoccupations des opérateurs économiques, il a fait état de la mise en place d'une cellule chargée d'accompagner ces opérateurs dans leurs démarches d'investissement du domaine de l'exportation et d'accès aux marchés internationaux.
S'agissant des entités opérant dans l'industrie manufacturière des dérivés du palmier, M. Ali Menai, propriétaire d'une startup et expert en extraction d'huiles de plantes médicinales et aromatiques, a noté que la wilaya d'El-Oued offre des perspectives prometteuses dans le montage de projets versés dans l'exploitation des dérives du palmier, à des fins d'usage thérapeutique, susceptibles de s'imposer sur les marchés nationaux et internationaux.
D'après le responsable, les dérivés de dattes et de palmiers constituent aussi des matières premières à même d'être exploitées, analyses prouvées en laboratoire, dans différentes industries, dont pharmaceutique (fil chirurgical et alcool) et agroalimentaire (vinaigre et sucre), ainsi que dans d'autres activités artisanales et dans les matériaux de construction écologiques.

APS

TISSEMSILT

Journée de sensibilisation sur l'aquaculture intégrée à l'activité agricole

L'aquaculture intégrée à l'activité agricole a été au centre d'une journée de sensibilisation organisée, jeudi, par la direction régionale de la pêche maritime et de l'aquaculture d'Aïn Defla, en coordination avec la direction des services agricoles de Tissemsilt, dans le but d'encourager les agriculteurs de la wilaya à investir dans cette filière et à diversifier leurs activités de production.
Le directeur régional de la pêche et de l'aquaculture, Abdelhakim Lazâar, a indiqué que cette rencontre, à laquelle ont pris part des cadres de la direction des services agricoles, ainsi que plusieurs investisseurs et agriculteurs, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à encourager les jeunes investisseurs et les propriétaires d'exploitations agricoles à intégrer l'activité aquacole dans leurs activités, notamment à travers l'exploitation des bassins d'irrigation pour l'élevage de poissons.
Il a ajouté que ses services œuvrent, par l'intermédiaire de la station de pêche et d'aquaculture de Tissemsilt, à accompagner les investisseurs et les porteurs de projets, afin de contribuer à l'augmentation de la production halieutique aux niveaux local et national.
Le même responsable a souligné que les producteurs de poissons dans les bassins d'irrigation peuvent bénéficier d'une prime financière incitative, à condition d'obtenir l'autorisation officielle pour exercer cette activité et de réaliser une production dans cette filière.
Cette rencontre a également constitué un espace d'échange d'avis et d'expériences entre les participants, qui ont pu découvrir les différentes techniques et méthodes scientifiques et pratiques modernes utilisées dans l'élevage de poissons au sein des bassins d'irrigation.
Elle a également permis de mettre en évidence les avantages complémentaires entre les activités piscicole et agricole, notamment à travers l'utilisation des eaux riches en nutriments et des déchets organiques comme engrais naturel contribuant à améliorer le rendement des cultures agricoles.

R E.

UNIVERSITÉ D'OUARGLA

Ouverture du premier concours de doctorat professionnel dans les Instituts de Technologie

Le premier concours national d'accès au doctorat professionnel, industrie et hydrocarbures, dans les Instituts de technologie a été organisé à l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), a-t-on appris jeudi auprès du rectorat de cette institution.
Intervenant en marge du lancement des épreuves du concours, mercredi, le recteur de l'UKMO, Pr. Mohamed Tahar Hallilet, a indiqué que ce concours, initié par l'institut de technologie national, concerne 81 postes pédagogiques accordés à l'UKMO.
Pour sa part, le directeur de l'institut de technologie, Belkhir Nigrou, a fait savoir que 577 candidats ont postulé à ce concours pour deux filières, la première portant sur la qualité, prévention, sécurité et environnement et la seconde sur la métrologie et les interventions sur forages.
Le même responsable a fait part aussi de la mobilisation de l'encadrement nécessaire à ce concours, rappelant que l'institut de technologie avait procédé, en 2014, à l'ouverture de la Licence professionnelle, avant de conforter cette expérience par l'ouverture, en 2022, du Master professionnel, dont la première promotion est sortie au titre de l'année universitaire 2024.
L'ouverture de cette formation, en 3ème cycle, constitue une nouvelle étape dans le développement de l'institut et le renforcement des opportunités de formation pratique et professionnelle, permettant aux postulants de développer leurs qualifications et compétences académiques.
Le recteur de l'UKMO a indiqué que, par souci d'assurer la transparence et la crédibilité des résultats, la correction des copies du concours de doctorat est soumise à un système de correction électronique.

APS

Cohérence et incohérence du processus d'institutionnalisation

2e partie

Les incohérences du processus d'institutionnalisation, qui peuvent résulter de l'importation d'institutions allogènes par la société pour produire son autonomie, n'empêcheront pas une cohérence globale de s'établir : une complémentarité des institutions finira par s'imposer. Ce sont les cohérences et incohérences du système institutionnel qui font la dynamique du processus d'institutionnalisation. Tout dépend de ce qui l'emportera, des cohérences ou des incohérences. On distinguera dans le processus trois moments. De la complémentarité de ces moments dépendra celle des institutions. Il en résultera des équilibres, optimaux ou non optimaux, qui seront particulièrement explicites dans la performance économique.

Par Arezki DERGUINI (*)

Ang permet donc de comprendre comment les dispositions des acteurs devenues des pratiques coordonnées, produisent des institutions susceptibles d'accroître les capacités collectives.
Ce processus d'institutionnalisation est porté par ce qu'Ang appelle la « directed improvisation » (improvisation dirigée). Le modèle chinois n'est pas un ensemble fixe d'institutions à répliquer, mais un processus dynamique dans lequel : l'État central fixe des objectifs généraux et laisse une large autonomie aux agents locaux pour expérimenter des solutions adaptées à leurs contextes ; les initiatives locales qui fonctionnent sont ensuite sélectionnées, généralisées et formalisées par le centre.
C'est précisément dans cette boucle d'expérimentation locale, de sélection et de généralisation que se joue l'institutionnalisation : les institutions ne sont pas importées ou décrétées d'en haut, mais émergent et se consolident à partir de pratiques décentralisées.

Mariana Mazzucato : la projection des capacités dans des finalités collectives

Les travaux de Mariana Mazzucato portent sur l'État entrepreneur, la création collective de valeur et les politiques économiques orientées par des missions. Mazzucato se focalise sur la question de la capacité d'une société à se donner une direction et à transformer ses capacités productives en projets collectifs. Son point de départ est la critique de la représentation d'un État qui se limiterait à corriger les défaillances du marché. L'État peut participer directement à la création de valeur, prendre des risques, financer la recherche, soutenir des innovations radicales et contribuer à faire émerger de nouveaux marchés. Il ne s'agit donc pas simplement de redistribuer après coup une richesse produite par le secteur privé. Il s'agit de comprendre comment la richesse est produite collectivement et comment les acteurs publics et privés contribuent à sa création. La notion de mission constitue l'expression la plus aboutie de cette démarche.
Une mission n'est pas un objectif sectoriel ordinaire. Elle donne une orientation à plusieurs activités, organise la mobilisation des ressources et crée des occasions de coopération entre des acteurs qui, autrement, pourraient poursuivre des objectifs séparés. Mais la mission ne doit pas être comprise comme un projet défini une fois pour toutes par une autorité centrale. Elle est une projection qui doit rencontrer les capacités existantes, les attentes sociales et les possibilités d'apprentissage. La projection transforme donc le présent à partir d'un avenir recherché, mais elle est elle-même transformée par les conditions présentes de sa réalisation. Mazzucato permet de comprendre le moment où les capacités d'une société sont mobilisées dans une direction collective. Cependant, une mission peut être proclamée sans être socialement incorporée. Elle peut être institutionnellement décidée sans rencontrer les pratiques et les capacités nécessaires à sa réalisation. C'est pourquoi elle doit être rapportée aux deux autres moments.

Les trois moments ne sont pas trois domaines séparés

Nous pouvons maintenant préciser la logique de leur rapprochement. L'approche d'Ang, éclairée par celle de M. Aoki, chevauche les deux approches de Taha Abderrahmane et celle de Mariana Mazuccato. Le « il faut faire avec ce que l'on a » suppose le moment Taha (comment les normes et les responsabilités deviennent-elles des dispositions qui orientent les conduites ?). Le mécanisme de l'improvisation dirigée suppose la mission de Mazuccato (comment les capacités se transforment-elles en projets et en finalités collectifs ?).
Il est donc erroné de faire seulement de Taha le penseur de la conscience, d'Ang celui des institutions et de Mazzucato celui de l'État. Chacun touche, à sa manière, aux trois moments. La différence entre les trois approches porte seulement sur le point à partir duquel chacun rend plus visible une dimension du processus. La pensée de Taha contient une conception des relations sociales et de leur organisation. Ang ne peut comprendre les institutions, l'État et le marché, sans prendre en considération les représentations et les attentes des acteurs. Chez Ang l'État et la société sont déjà dans le marché. Mazzucato ne peut penser les missions sans s'intéresser aux capacités et aux formes de coopération qui les rendent réalisables. Elle s'efforce de mettre l'État dans le marché, la société dans l'économie. Il faut donc considérer ces trois approches comme des entrées différentes dans une même réalité, et des explications complémentaires, si on n'oublie pas leur contexte de production.

Les approches à la lumière de leurs contextes historiques et culturels : trois questions historiquement situées

Les trois pensées ne sont pas seulement différentes par leurs objets. Elles le sont aussi par les problèmes historiques qui les ont fait émerger. Il faut cependant éviter un raisonnement culturaliste qui ferait de chaque auteur le représentant d'une civilisation homogène. Les contextes chinois, musulman et occidental ne sont pas des essences. Ce sont des configurations historiques qui rendent certaines contradictions plus visibles et plus importantes que d'autres.
La question intéressante est donc la suivante : quelles contradictions historiques chaque auteur cherche-t-il prioritairement à résoudre, et quelles autres contradictions laisse-t-il davantage dans l'ombre ?

Taha : la contradiction entre modernisation et autonomie éthique

La pensée de Taha s'inscrit dans l'expérience intellectuelle et historique des sociétés musulmanes confrontées à la modernité occidentale. Cette expérience ne se réduit pas à une opposition entre tradition et modernité. Elle concerne une situation dans laquelle les sociétés ont adopté, sous des formes diverses, des institutions, des techniques, des catégories juridiques et des représentations du monde qui ne sont pas toujours issues de leur propre dynamique historique.
La contradiction porte alors sur deux mouvements simultanés : la nécessité de participer à la modernité et d'en maîtriser les instruments d'une part et la nécessité de ne pas perdre la capacité de déterminer les fondements et les finalités de cette participation d'autre part. Taha fait apparaître la difficulté de transformer une norme reçue en une norme véritablement appropriée. Une société peut disposer d'institutions modernes sans que les comportements qui les font fonctionner soient socialement et éthiquement incorporés. Elle peut adopter le langage de la responsabilité tout en reproduisant des pratiques de captation ; proclamer la justice tout en entretenant des relations de dépendance. Son interrogation porte donc sur la possibilité d'une réelle modernité qui ne peut être une simple reproduction de normes extérieures.
Mais il faut également retourner la question : l'autonomie éthique peut-elle se construire indépendamment des institutions, des échanges et des transformations économiques ? C'est la contradiction que les deux autres approches permettent de faire apparaître.

Ang : la contradiction entre les institutions héritées et les possibilités de leur transformation

L'expérience chinoise qui nourrit la pensée d'Ang est différente. La Chine de la réforme et de l'ouverture ne part pas d'un système institutionnel conforme aux conditions supposées nécessaires à une économie de marché. Elle dispose d'un héritage institutionnel particulier, d'une administration fortement structurée, de relations politiques et économiques spécifiques et de pratiques locales qui ne correspondent pas aux modèles institutionnels dominants dans les économies occidentales. La question est alors de savoir comment construire le développement sans attendre que toutes les conditions institutionnelles considérées comme nécessaires soient réunies. C'est ici que la proposition « Using What You Have » prend son sens.
Il ne s'agit pas de choisir entre les institutions héritées et les institutions nouvelles. Il s'agit de comprendre comment les premières peuvent être réinvesties, transformées ou détournées pour rendre possibles les secondes. Le développement procède alors par des ajustements et des complémentarités qui n'étaient pas nécessairement prévus à l'avance. La contradiction entre héritage et transformation devient ainsi une ressource potentielle du développement. Une institution peut être simultanément une contrainte dans certaines relations et une ressource dans d'autres. Une pratique informelle peut empêcher la généralisation de règles impersonnelles, mais permettre une coopération initiale là où les institutions formelles ne fonctionnent pas.

(A suivre)

Notes

[1] Toward a Comparative Institutional Analysis. Cambridge, MIT Press, 2001. Institutions as Cognitive Media: A Theory of Institutional Change. Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
[2] Mohammed Hashas, Islamic Ethics and the Trusteeship Paradigm, Brill, 2020.
[3] How China Escaped the Poverty Trap. Cornell University Press. 2016.
[4] Mission Economy. A moonshot guide to changing capitalism (2021). (Mission Économie. Fayard. 2022). Governing the Economics of the Common Good (2023).

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Un navire détourné par des pirates au large du Yémen

Les navires naviguant dans les environs de la péninsule arabique se sont retrouvés pris entre deux feux à maintes reprises depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée en février par des frappes américano-israéliennes contre l'Iran.
Des individus armés ont pris le contrôle d'un navire au large des côtes méridionales du Yémen, a rapporté samedi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO. Ces «personnes non autorisées sont aux commandes du navire. Les autorités ont été informées», a indiqué l'agence.
L'UKMTO a ajouté que les assaillants avaient pris d'assaut le bateau à environ 120 kilomètres (70 miles) au sud-ouest de Balhaf, au Yémen.
Des analystes ont signalé une recrudescence des actes de piraterie aux alentours de la Corne de l'Afrique au cours de l'année écoulée.
Les navires naviguant dans les environs de la péninsule arabique se sont retrouvés pris entre deux feux à maintes reprises depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée en février par des frappes américano-israéliennes contre l'Iran.

R I.

TRANSPORT DU PÉTROLE

Reprise de l'exploitation de l'ancien oléoduc Irak-Turquie après 12 ans d'interruption

L'Irak a remis en service hier l'ancien tracé de l'oléoduc Irak-Turquie, après un arrêt de 12 ans, avec l'inauguration de la station de pompage « IT1 » dans le gouvernorat de Kirkouk. Cette mesure vise à renforcer les capacités de transport du pétrole brut et à diversifier les voies d'exportation.
Dans un communiqué, le ministère irakien du Pétrole a indiqué que le ministre du Pétrole, Bassem Al-Abadi, avait inauguré la station de pompage, marquant ainsi le début de l'acheminement du pétrole par l'oléoduc en direction de la station « IT1A », puis de la station de comptage « MS », sur l'ancien tracé de la conduite, dont le diamètre est de 46 pouces.
Le communiqué a ajouté que la capacité d'exportation de l'oléoduc s'élève à 300 000 barils par jour dans sa première phase. Elle devrait passer à 500 000 barils par jour après l'achèvement des travaux de réhabilitation de la deuxième station de pompage.

PARTENARIAT TUNISO-LIBYEN

De nouvelles opportunités d'investissement

La Tunisie œuvre à renforcer son partenariat économique avec la Libye et à élargir les échanges commerciaux avec les marchés de l'Afrique subsaharienne, à travers la promotion d'un corridor économique et commercial reliant la Tunisie à Sebha, puis au Tchad et au Niger. Ce projet vise à consolider le rôle de la région de Fezzan en tant que plateforme de regroupement et de distribution de marchandises, tout en ouvrant de nouvelles perspectives en matière d'investissement et de production conjointe, a indiqué le Conseil d'affaires tuniso-africain.

Dans un communiqué publié ce vendredi, le Conseil a précisé que cette orientation s'est notamment dégagée à l'occasion de la participation de la Tunisie, en tant qu'invitée d'honneur, à la première édition du Forum économique international de Fezzan, organisé à Sebha du 24 au 26 novembre 2026. La délégation tunisienne, conduite par le Conseil d'affaires tuniso-africain, partenaire stratégique du forum, était composée de chefs d'entreprise, d'experts et de représentants du secteur privé.
Lors de l'ouverture du forum, le président du Conseil, Anis Jaziri, a souligné que la position stratégique de Sebha, ainsi que l'expertise des acteurs économiques de la région de Fezzan dans les domaines du transport et de la distribution, confèrent à la ville le potentiel nécessaire pour devenir une plateforme de regroupement et de distribution des marchandises vers les marchés d'Afrique subsaharienne, notamment ceux du Tchad et du Niger.
Dans ce contexte, Anis Jaziri a appelé à élargir les domaines de coopération entre les entreprises tunisiennes et libyennes afin d'inclure l'investissement, la production conjointe et le transfert de savoir-faire. Il a également affirmé que les entreprises tunisiennes étaient disposées à investir dans le sud de la Libye en partenariat avec leurs homologues libyennes, notamment dans les secteurs des infrastructures, du transport, de la logistique, des industries de transformation et du développement des zones industrielles.
Dans le cadre de la concrétisation de cette orientation, un mémorandum d'entente a été signé entre le Conseil d'affaires tuniso-africain et l'Autorité générale de promotion des investissements et des affaires de privatisation du sud de la Libye. Le document a été signé par Anis Jaziri et le directeur de l'Autorité, Salah Ali Al-Salehine. Il prévoit l'échange d'informations sur les opportunités d'investissement, la coordination des efforts en vue d'identifier des projets communs, ainsi que l'organisation de rencontres entre entreprises et investisseurs des deux pays.
Un accord de partenariat et de coopération a également été conclu entre le Conseil et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Sebha. Il vise à développer les échanges commerciaux et à encourager l'investissement direct à travers l'organisation de missions économiques réciproques et de rencontres d'affaires bilatérales, ainsi que le soutien à la réalisation de projets communs dans les domaines des infrastructures, du transport, de la logistique, de l'industrie et du commerce.
L'accord prévoit également d'encourager les entreprises tunisiennes à s'implanter et à produire dans la région de Fezzan, en partenariat avec des entreprises libyennes.
L'un des temps forts de la participation tunisienne a été l'atelier consacré au commerce de transit et à la proposition de mise en place d'un corridor économique et commercial reliant la Tunisie à Sebha, puis au Tchad et au Niger, animé par la partie tunisienne. Les discussions ont notamment porté sur la création de plateformes de regroupement et de stockage à Sebha, permettant aux partenaires libyens d'assurer la commercialisation et la distribution des produits tunisiens sur les marchés ciblés.
Les participants ont également examiné la possibilité de créer des sociétés conjointes dans les secteurs du transport et de la logistique, ainsi que de mettre en place des unités de transformation industrielle, de conditionnement et d'emballage dans la région de Fezzan. Les opportunités de coopération dans les travaux publics, les réseaux d'eau et d'assainissement, les énergies solaires et le stockage de l'énergie ont également été abordées.
Les discussions ont par ailleurs porté sur les conditions pratiques nécessaires à la réussite de ce corridor commercial, notamment la simplification des procédures douanières, la sécurisation du transport des marchandises, la mise en place de mécanismes de financement et d'assurance, ainsi que la garantie des transactions commerciales.
Ces initiatives revêtent une importance particulière au regard des opportunités d'investissement offertes par la région de Sebha-Fezzan, considérée comme une zone à vocation de développement industriel, permettant aux investisseurs de bénéficier d'avantages fiscaux et de facilités accordés par l'Autorité générale de promotion des investissements et des affaires de privatisation du sud de la Libye.
Les participants ont également insisté sur l'importance de tirer profit de la 10e édition de la conférence internationale « Financement de l'investissement et du commerce en Afrique », prévue les 6 et 7 avril 2027 à Tunis, afin de présenter les opportunités d'investissement disponibles dans le sud libyen et de mettre en relation les porteurs de projets avec les organismes de financement et les partenaires potentiels.
Les différentes initiatives et discussions ont finalement débouché sur un appel à élaborer une feuille de route tuniso-libyenne commune, définissant les partenaires et les produits prioritaires, et préparant le lancement des premières opérations de commerce de transit via Sebha. Une démarche qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux produits tunisiens sur les marchés africains, contribuer à la création d'emplois et renforcer la valeur ajoutée dans le sud de la Libye.

Agnece

EGYPTE

Le gouvernement vise la création 3 millions d'emplois d'ici 2030

Le programme mise sur cinq secteurs productifs pour stimuler la croissance et élargir les opportunités d'emploi : l'industrie manufacturière, l'agriculture, les télécommunications et les technologies de l'information, le tourisme et l'énergie. Ainsi que sur l'adaptation des formations et des qualifications des diplômés à la modernisation du marché du travail.
Le gouvernement égyptien ambitionne de créer 3 millions d'emplois dans le cadre de son Programme national de transformation économique (2027-2030), d'après une annonce du ministre de la Planification et du Développement économique, Ahmed Rostom, le mardi 24 novembre.
A l'occasion du Forum national sur l'emploi et le marché du travail organisé à l'Université américaine au Caire, Rostom a précisé que « l'économie doit générer près de 1,3 million d'emplois par an pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. » Ce défi dépasse toutefois les frontières égyptiennes. Selon les études internationales citées par le ministre, 1,2 milliard de jeunes devraient atteindre l'âge de travailler au cours des quinze prochaines années, alors que l'économie mondiale ne serait en mesure de créer que 400 millions d'emplois.
Le ministre a expliqué que le programme égyptien mise sur cinq secteurs productifs pour stimuler la croissance et élargir les opportunités d'emploi : l'industrie manufacturière, l'agriculture, les télécommunications et les technologies de l'information, le tourisme et l'énergie.
« Ensemble, ces cinq secteurs représentent environ 40 % de l'emploi, contribuent à hauteur de 50 % à la croissance réelle et comptent pour 40 % du produit intérieur brut » selon les chiffres présentés par le ministre.
Le programme économique égyptien est une nouvelle feuille de route nationale qui devra succéder au programme économique mené conjointement avec le Fond Monétaire international qui va s'achever en décembre 2026. Le premier ministre Mostafa Madbouly a annoncé que le gouvernement est en train de finaliser les détails de ce nouveau schéma qui devra être annoncé en décembre.

Le secteur privé en première ligne

Le ministre a affirmé que le gouvernement mise sur un rôle accru du secteur privé pour la croissance et la création d'emplois. « Celui-ci contribue déjà à hauteur de 80 % au produit intérieur brut et de 61 % aux investissements totaux. Il emploie également près de 27 millions de personnes, soit environ 83 % de l'ensemble des travailleurs en Egypte.» a précisé Ahmed Rostom.
Le gouvernement ambitionne toutefois d'accroître davantage sa contribution à l'investissement, « en portant sa part à 67 % des investissements totaux, soit les deux tiers, d'ici 2030 », explique Rostom.
Mais la création de postes ne suffit pas : encore faut-il que les compétences des candidats correspondent aux besoins des entreprises. Ahmed Rostom a ainsi insisté sur « la nécessité de revoir les formations et les qualifications des diplômés face aux mutations technologiques rapides ».
Un projet national de développement et de modernisation du marché du travail et des compétences est ainsi actuellement à l'étude, en coordination avec les universités du Caire et américaine, ainsi qu'avec les ministères concernés.

R I/Agence

APRÈS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les groupes chinois convoitent l'or d'Afrique australe

Les cours élevés de l'or soutiennent l'intérêt pour les gisements et les anciennes mines d'Afrique australe. Plusieurs entreprises chinoises y engagent des capitaux, dans une industrie où les producteurs sud-africains et occidentaux restent bien implantés.

Les ambitions aurifères de la Chine en Afrique australe prennent une nouvelle dimension au Zimbabwe. Duration Gold a annoncé jeudi 26 novembre un accord avec China Railway Resources Group (CRRG) pour étudier 600 millions de dollars d'investissements dans quatre mines. Après les acquisitions réalisées en Afrique de l'Ouest ces dernières années, ce projet rejoint des opérations qui élargissent les positions des capitaux chinois dans l'or austral.
L'enveloppe envisagée doit servir à relancer et agrandir les mines Vubachikwe, Gaika, Athens et Royal Family, toutes dotées d'un passé de production. Filiale de China Railway Group, CRRG apporterait des financements, des technologies et des compétences d'ingénierie. Son directeur général, Shi Yuan, évoque des techniques minières utilisant l'intelligence artificielle.

Multiplication des investissements

L'accord annoncé au Zimbabwe n'ouvre que des discussions sur un investissement conjoint, qu'il faudra concrétiser. En Namibie, l'implantation chinoise a déjà dépassé ce stade. Shanjin International Gold, anciennement Yintai Gold, a achevé en août 2024 le rachat d'Osino Resources, propriétaire du projet Twin Hills, dans une opération évaluée à 368 millions de dollars canadiens. La construction est en cours avec pour objectif de couler le premier lingot d'or en 2027. L'étude de faisabilité de 2023 envisageait une production moyenne de plus de 162 000 onces par an pendant treize ans, soit environ cinq tonnes annuelles.
Twin Hills donnerait au groupe une place dans une industrie aurifère namibienne reposant actuellement sur les mines Navachab et Otjikoto. En Afrique du Sud, le groupe chinois Pengxin International Mining participe à la relance d'Orkney par l'intermédiaire de sa filiale China-African Precious Metals. Celle-ci a remis en service en novembre 2024 une usine de traitement, après une réhabilitation de plus de 200 millions de rands (11 millions de dollars), selon le gouvernement provincial du Nord-Ouest.
La Zambie attire des acteurs à une échelle plus modeste. En janvier 2026, Dingyi Group Investment, coté à Hong Kong, a annoncé un accord pour acquérir, par une filiale, 70 % d'une société contrôlant un permis aurifère dans la région de Lusaka.
Ces opérations élargissent une présence ancienne des capitaux chinois en Afrique australe. En décembre 2011 par exemple, un consortium chinois réunissant notamment Baiyin Nonferrous et le China-Africa Development Fund prenait le contrôle de Gold One, producteur d'or en Afrique du Sud.
En dehors de Twin Hills, l'intérêt chinois pour l'or d'Afrique australe ne s'est pas encore traduit par des investissements massifs. Mais l'Afrique de l'Ouest offre un aperçu de l'ampleur que ces capitaux peuvent atteindre. Au Ghana, Chifeng a racheté Golden Star, propriétaire de la mine d'or Wassa, pour 470 millions de dollars en 2022. Zijin a annoncé l'acquisition de la mine d'or Akyem auprès de Newmont en 2024, pour un milliard de dollars. En Côte d'Ivoire, Zhaojin a pris le contrôle de Tietto Minerals, exploitant de la mine d'or Abujar, en 2024.

Un marché favorable aux ambitions dans l'or

La présence chinoise prend aussi d'autres formes. En Guinée, Zijin a déboursé plusieurs millions de dollars pour entrer au capital de PDI Gold, qui exploite la mine de Kiniéro et vient d'obtenir un permis de Conakry pour construire à Bankan sa deuxième mine d'or dans le pays. Zijin Gold détient aussi depuis août 2026 environ 9,2 % d'Allied Gold, propriétaire de la mine d'or Sadiola au Mali, et des mines d'or Agbaou et Bonikro en Côte d'Ivoire.
Les entreprises convoitent notamment des gisements déjà identifiés, dont elles veulent financer le développement ou élargir l'exploitation. Lors de l'annonce du rachat d'Osino en février 2024, Xingong Ou, président de Yintai, présentait Twin Hills comme une base pour la production future du groupe, assortie d'un potentiel de nouvelles découvertes dans un pays stable et favorable aux mines. Au Zimbabwe, CRRG et Duration Gold affichent l'ambition de transformer des actifs existants en grandes exploitations modernes et durables.

R I/Agence

TOGO-BÉNIN

L'UE annonce un million d'euros supplémentaires pour les populations vulnérables

L'Union européenne (UE) a annoncé récemment la mobilisation d' un million d'euros supplémentaires, soit environ 656 millions FCFA, pour soutenir les populations vulnérables dans le nord du Togo et du Bénin.
Cette enveloppe s'inscrit dans un financement additionnel de 39,5 millions d'euros destiné à répondre aux besoins humanitaires dans les régions du Sahel et du bassin du lac Tchad.
Au nord du Togo, où les conséquences de l'insécurité affectent les conditions de vie des populations, cette aide doit permettre de renforcer les interventions humanitaires. Elle prévoit des transferts monétaires polyvalents aux populations déplacées, ainsi qu'un appui à la préparation aux catastrophes et aux services de protection, de santé et de nutrition. La répartition de l'enveloppe entre le Togo et le Bénin n'a toutefois pas été précisée.
Cette nouvelle mobilisation porte à 263,5 millions d'euros le financement humanitaire total de l'Union européenne pour les régions du Sahel et du bassin du lac Tchad en 2026. Les interventions soutenues couvrent plusieurs besoins essentiels, dont l'alimentation, la nutrition, les soins de santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la protection des populations et l'éducation en situation d'urgence.
Dans cette zone confrontée à des crises sécuritaires et humanitaires persistantes, l'UE entend poursuivre son soutien aux populations affectées, à travers ses partenaires humanitaires et des interventions adaptées aux besoins de chaque pays.

ÉTHIOPIE

Le gouvernement espère clôturer le processus de restructuration de son eurobond d'ici le 18 décembre 2026

Le pays d'Afrique de l'Est avait demandé en 2021 la restructuration de sa dette extérieure au titre du cadre commun du G20, bien avant de faire défaut sur son unique eurobond en décembre 2023. Mais le processus a connu de nombreux atermoiements, en raison notamment du conflit au Tigré et des désaccords sur les efforts d'allègement demandés aux créanciers privés et officiels.
L'Éthiopie a lancé, le mercredi 25 novembre, une offre d'échange d'euro-obligations et de sollicitation de consentement pour finaliser la restructuration de son unique euro-obligation de 1 milliard de dollars d'ici le 18 décembre 2026.
L'offre, qui repose sur le compromis conclu en juin 2026 avec un comité de créanciers privés et validé par les créanciers officiels en août dans le cadre commun du G20, porte sur l'émission de nouvelles euro-obligations d'un montant total de 880 millions de dollars, ce qui représente une décote de 12% sur le montant initial de l'eurobond sur lequel le pays avait fait défaut en décembre 2023, selon un avis publié par le ministère éthiopien des Finances. La maturité de ces nouvelles euro-obligations a été fixée au 15 juillet 2029 avec un taux d'intérêt annuel de 6,15 %, contre 6,625 % pour l'ancien eurobond arrivé à échéance en décembre 2024.
Addis-Abeba s'engage également à régler les trois paiements d'intérêts manqués entre décembre 2023 et décembre 2024, pour un montant total de 99,375 millions de dollars, ainsi qu'une prime de consentement équivalente à 0,5 % de la valeur nominale initiale des euro-obligations arrivant à échéance en 2024.
L'offre comprend d'autre part un mécanisme incitatif, qui consiste en l'attribution de bons de souscription (new money warrants) permettant aux investisseurs de souscrire à une future émission obligataire internationale de l'Éthiopie pouvant atteindre 1 milliard de dollars à un taux lié au marché, offrant ainsi un potentiel de gain une fois que le pays aura retrouvé l'accès aux marchés obligataires internationaux.
Les détenteurs des euro-obligations de l'Éthiopie ont jusqu'au 11 décembre 2026 pour soumettre leurs instructions et bénéficier de la prime de consentement ainsi que des bons de souscription.
L'offre nécessite cependant l'approbation des détenteurs d'au moins 75 % du principal en circulation. Un comité de créanciers qui représente des détenteurs d'environ 45 % des euro-obligations en circulation, soit près de 450 millions de dollars, a déjà approuvé en juin les conditions et annoncé sa participation. Il reste donc à l'Éthiopie à obtenir l'adhésion d'environ 30 % supplémentaires, soit près de 300 millions de dollars d'obligations, auprès d'investisseurs extérieurs à ce comité.
Une fois ce seuil atteint et l'opération finalisée, les nouvelles conditions s'imposeront à tous les détenteurs, y compris ceux qui votent contre l'offre ou l'ignorent. Les détenteurs qui s'abstiennent perdront la commission de consentement et les bons de souscription, mais pourront tout de même être intégrés de force à la restructuration.

Un processus de restructuration particulièrement long

La clôture de l'opération est prévue pour le 18 décembre 2026, avec une date butoir fixée au 31 décembre 2026, au-delà de laquelle l'offre deviendrait caduque.
La finalisation de l'échange d'euro-obligations permettra à l'Éthiopie de sortir officiellement du statut de défaut sélectif (Restricted Default), qui lui a été attribué par les agences de notation, et de préparer son retour progressif sur les marchés internationaux des capitaux.
Ce pays de la Corne de l'Afrique, dont l'économie a été fortement anémiée par de longues années de sécheresse et par la pandémie de Covid-19, avait demandé, dès début 2021, une large restructuration de sa dette extérieure au titre du cadre commun du G20, bien avant de faire défaut sur son unique eurobond en décembre 2023. Les progrès du processus d'allègement de la dette ont cependant été très lents, en raison notamment du conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré. Ce n'est qu'en juillet 2025 que le pays a conclu un accord final avec ses créanciers officiels sur la restructuration de 8,4 milliards de dollars de dette, qui devrait lui permettre de « dégager plus de 3,5 milliards de dollars de trésorerie pour les allouer à des investissements publics essentiels », selon les données du gouvernement.
Les négociations avec les détenteurs des euro-obligations ont été également très laborieuses. En octobre 2025, ces créanciers privés avaient rejeté une offre prévoyant une décote de 15 % et un instrument de récupération de valeur (Value Recovery Instrument) jugé trop plafonné.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert, se redresse après des jours agités

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, consolidant ainsi leur reprise après une nouvelle série de secousses provenant principalement des États-Unis et de Nvidia, valeur vedette du secteur de l'intelligence artificielle (IA), ébranlée par un scandale présumé d'espionnage.

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,58% à 8.156,09 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,86% et à Londres, le FTSE 100 a pris 0,84%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé sur un gain de 1,18%, le FTSEurofirst 300 de 1,08% et le Stoxx 600 de 1,07%. Le Stoxx 600 affiche une hausse hebdomadaire de 2,9% et le CAC 40 de 2,8%, les deux indices se redressant après leur forte baisse de la semaine précédente, supérieure à 5% dans les deux cas.
Les marchés clôturent ainsi sur une note positive une semaine mouvementée, marquée par le retour inattendu de Jensen Huang à son poste de directeur général chez Nvidia, qu'il avait quitté quelques jours auparavant. Sa réintégration était un scénario que le fabricant de puces lui-même avait pourtant écarté.
Les jours qui ont suivi ont été fébriles, notamment à Wall Street et sur le Nasdaq, atteint par les doutes qui ont gagné le reste du secteur technologique, mais les esprits semblent s'être apaisés ces dernières heures et les investisseurs reviennent, en profitant pour acheter à la baisse.
Le marché restera toutefois très attentif à l'évolution de l'affaire Jensen Huang, qui semble loin d'être terminée. Pour commencer, ce dernier devra répondre mardi aux questions des membres de la Chambre des représentants concernant le scandale dans lequel il est impliqué.
Sur le Vieux Continent, moins exposé au secteur technologique, les investisseurs ont dû analyser toute une série d'indicateurs conjoncturels.
L'économie française s'est repliée plus qu'attendu au troisième trimestre, selon les chiffres définitifs de l'Insee, qui montrent également que le trimestre précédent s'est finalement révélé légèrement négatif, ce qui place le pays en récession technique et pourrait assombrir les perspectives.
La France est dans le collimateur des marchés en raison de son déficit public élevé, qu'elle peine à réduire, ce qui a entraîné une flambée de ses taux d'emprunt cet automne.
"Un rebond des exportations pourrait redonner de l'élan au PIB", estime Antoine Fraysse-Soulier, responsable de l'analyse des marchés pour etoro, qui avertit toutefois qu'une reprise durable "dépendra aussi d'un redémarrage de l'investissement intérieur".
L'agence S&P doit par ailleurs se prononcer sur la note de crédit de la France dans la soirée.

Valeurs
Les groupes liés aux semi-conducteurs ont porté le compartiment technologique du Stoxx 600 (+1,9%), ASML, STMicroelectronics, ASM International, Soitec et Infineon gagnant entre 1,9% 5%.
Les sociétés minières se sont également distinguées, terminant sur un gain de 3,61% grâce à la remontée des cours du cuivre et de l'or.
À Paris, l'action Lumibird a bondi de 18% après l'annonce par Thales (+2,3%) de l'ouverture de négociations exclusives en vue d'une prise de participation majoritaire du géant de la défense dans la société spécialisée dans les lasers.

A Wall Street
A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones gagne 1,07%, le Standard & Poor's 500 1,27% et le Nasdaq Composite 1,72%.
Nvidia recule légèrement (-0,13%) vendredi, mais la plupart des fabricants de semi-conducteurs, des hyperscalers, des fournisseurs de services cloud et des exploitants de centres de données se remettent de deux séances difficiles.
La séance est par ailleurs écourtée ce lendemain de Thanksgiving à la Bourse de New York, qui doit fermer à 19h00, heure de Paris.

Les indicateurs du jour
En France, l'inflation harmonisée selon les normes européennes (IPCH) a ralenti plus que prévu à 3,2% sur un an en novembre, grâce à une accalmie des prix de l'énergie, selon les données préliminaires publiées vendredi par l'Insee.
L'indice mensuel du sentiment économique dans les pays partageant l'euro ra reculé à 95,8 ce mois-ci, contre 96,5 en octobre, montrent les données publiées vendredi par la Commission européenne.

TAUX
Les rendements obligataires progressent aux États-Unis après un jour férié, le rebond des actions limitant l'intérêt pour les titres de dette souveraine, tandis que les anticipations d'une hausse des taux d'intérêt par la Fed se sont renforcées à la suite des chiffres de l'inflation PCE, publiés mercredi.
Le rendement des Treasuries à dix ans grimpe de plus de 8 points de base à 4,9315%.
Le deux ans prend quant à lui 6 points de base à 4,6974%.
Les opérateurs anticipent désormais presque entièrement une hausse des taux d'intérêt de la Fed en décembre.
Le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis doit être publié vendredi prochain, à quelques jours seulement de la réunion de la Fed, mais rares sont ceux qui s'attendent à ce que ces chiffres modifient les paris du marché.
Dans la zone euro, les rendements des obligations allemandes ont peu évolué vendredi. Celui du Bund à dix ans a fini à 3,2642%. Le deux ans a reculé d'environ 1 point de base à 3,0061%.
Les consommateurs de la zone euro ont fortement revu à la hausse leurs anticipations d'inflation pour l'année à venir, montre une enquête publiée vendredi par la Banque centrale européenne (BCE), qui conforte les paris en faveur d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt le mois prochain.
En France, en revanche, le rendement de l'OAT à dix ans a perdu 4,4 points de base à 4,6992% après les données montrant une contraction de l'économie au troisième trimestre.

CHANGES
Le dollar gagne 0,32% face à un panier de devises de référence, porté par les anticipations d'un resserrement de la politique monétaire aux États-Unis.
L'euro perd 0,26% à 1,0939 dollar.

PÉTROLE
Les prix du pétrole reculent légèrement mais devraient enregistrer un gain sur la semaine, les attaques répétées contre des pétroliers dans le détroit d'Ormuz et contre les infrastructures énergétiques saoudiennes ravivant les inquiétudes sur l'approvisionnement.
Le Brent cède 2,74% à 93,92 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,82% à 82,99 dollars.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Novembre 2026
Valeur : 30 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	137.0103	137.0253
1	EUR	EURO	150.1222	150.1660
1	GBP	POUND STERLING	179.1218	179.2586
100	JPY	JAPANESE YEN	86.0185	86.0495
1	CNY	CHINESE YUAN	20.5222	20.5275
1	CHF	SWISS FRANC	165.1124	165.1902
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.0599	96.0907
1	DKK	DANISH KRONE	20.0730	20.0781
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.3362	13.3480
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8874	13.9002
1	AED	UAE DIRHAM	37.3000	37.3081
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.5186	36.5245
1	KWD	KUWAITI DINAR	443.2556	443.4476
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8965	45.3477
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6873	13.6888
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.0879	21.1959
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3563	3.3667
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	183.8334	183.8334

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street clôture en hausse une semaine particulièrement nerveuse

La Bourse de New York a terminé dans le vert vendredi, à l'issue d'une semaine raccourcie qui a été marquée à la fois par une envolée des indices et par d'importantes ventes de titres technologiques. Le Dow Jones a pris 1,18 %, l'indice Nasdaq, qui rassemble les poids lourds technologiques, a gagné 2,31 % et l'indice élargi S&P 500 a avancé de 1,60 %. Après un jour de fermeture la veille du fait de Thanksgiving, la place américaine a clôturé exceptionnellement à 18H00 GMT vendredi.
En pleine opération commerciale du Black Friday, le géant du commerce en ligne Amazon a gagné 3,96 %.
Mais les actions les plus en vue ont été celles directement liées à l'intelligence artificielle (IA), à l'instar des spécialistes des puces Micron (+7,60 %) ou AMD (+4,56 %). Acteur central de la mémoire, SanDisk s'est même envolé de près de 16 %. Seul le mastodonte Nvidia, toujours au coeur d'une affaire de potentielle contrebande de puces, a affiché un rythme moins marqué, grappillant seulement 0,80 %.
«La faiblesse de Nvidia n'a guère entravé le rebond plus général du secteur de l'IA (qui) s'inscrit dans la continuité de celui de mercredi», relèvent les analystes de Briefing.com. «Cette reprise boursière semble de nature technique, elle est assez courante après une forte chute», relève Kathleen Brooks, de XTB.

Des données sur l'économie américaine attendues

Le mois de novembre a largement pénalisé le secteur du fait d'inquiétudes sur la rentabilité des investissements pour développer cette technologie, de craintes de durcissement réglementaire et de questionnements après les révélations qui ont entaché Nvidia et son patron Jensen Huang. Seul le retour de ce dernier aux commandes de l'entreprise lundi, moins de deux semaines après sa démission, a aidé le marché à se reprendre, non sans cahots plus tard dans la semaine.
Le Nasdaq reste ainsi 12 % en deçà de son plus haut historique, atteint au début de l'automne. «Les questions concernant les rendements des investissements dans l'IA, les coûts de financement et les dépenses liées aux centres de données restent sans réponse. La reprise a besoin d'un soutien fondamental pour devenir plus qu'un simple rebond technique», prévient Fawad Razaqzada, analyste de Forex.com.
Le mouvement de vendredi a permis à Anthropic (+10,98 % à 91,88 dollars) de reprendre un peu d'air et de clôturer au-dessus de son prix initial de cotation. Après des débuts record à la Bourse de New York le 19 novembre, la jeune entreprise d'IA avait plongé, effaçant des centaines de milliards de dollars de capitalisation boursière. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'État américain se tendait à 4,93 % contre 4,85 % à la clôture mercredi. Pour les prochaines séances, le regard des investisseurs se tournera vers plusieurs données économiques aux États-Unis, en particulier concernant l'emploi, et l'audition au Congrès de Jensen Huang.

Agence

SELON L'ONU

Le commerce maritime mondial vers une croissance nulle en 2026

Le commerce maritime mondial, qui achemine plus de 80% des marchandises, devrait marquer le pas en 2026 sur fond de perturbations du transport maritime et d'incertitudes commerciales en marge du conflit au Moyen-Orient, a indiqué l'ONU jeudi.

"Le commerce maritime devrait enregistrer une croissance nulle en 2026, après avoir progressé de 1,9 % en 2025", a annoncé l'ONU Commerce et Développement (Cnuced) dans un nouveau rapport.
L'impasse au Moyen-Orient, l'extension du conflit vers la mer Rouge et les perturbations continues du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz - voie de passage essentielle pour environ un cinquième de l'approvisionnement mondial en pétrole et d'autres produits stratégiques comme les engrais - compliquent le commerce et perturbent fortement les cours pétroliers depuis la fin février.
Avant ces perturbations, environ 120 navires traversaient quotidiennement le détroit d'Ormuz. Début mars, le trafic, mesuré en tonnage brut, avait chuté d'environ 95 %, selon la Cnuced.
L'instabilité en mer Rouge a aussi contraint de nombreux navires à continuer d'emprunter un itinéraire plus long contournant le cap de Bonne-Espérance, malgré le retour de certains opérateurs de lignes régulières dans ce corridor. La Cnuced note aussi des perturbations dans le trafic en mer Noire et sur canal de Panama.
Selon l'organisation, les perturbations "allongent les trajets, augmentent les coûts d'exploitation et la volatilité des taux de fret, et accentuent les pressions sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les pays en développement".
"Nos simulations montrent que, si un choc sur les prix du carburant (...) devait se prolonger jusqu'en 2027, la seule hausse des coûts de transport pourrait porter les prix à la consommation dans les pays les moins avancés à un niveau près de deux fois supérieur à la hausse moyenne enregistrée à l'échelle mondiale", a prévenu devant la presse à Genève Pedro Manuel Moreno, secrétaire général par intérim de la Cnuced.
Le recours à d'autres ports, aux réseaux de transport intérieur et à de nouvelles solutions logistiques a toutefois permis de maintenir les échanges commerciaux, mais à un coût plus élevé, estime la Cnuced, qui évalue le volume du commerce maritime à 12,3 milliards de tonnes en 2025.
Face à ces difficultés, le rapport préconise de passer d'une logique de réaction aux crises à une approche fondée sur "la préparation et la capacité d'adaptation".
"La résilience ne saurait reposer sur la simple recherche d'itinéraires de substitution à chaque fois qu'une crise survient.
Elle exige une meilleure préparation, une coopération internationale renforcée, des règles prévisibles ainsi que des investissements dans l'avenir des flottes mondiales", a expliqué M. Moreno.
L'organisation appelle ainsi gouvernements, acteurs du secteur et du développement à "renforcer la résilience et la durabilité dans la planification, les opérations et les investissements liés au transport maritime et aux ports, tout en protégeant la liberté de navigation et les gens de mer".

R I/Agence

ALLEMAGNE

Le trafic aérien suspendu à Cologne à cause d'un drone

Les autorités aériennes allemandes, après une enquête, ont permis la réouverture du ciel aux alentours de 00h30 ce samedi.
À nouveau, un drone provoque la panique dans un aéroport allemand. Les atterrissages et décollages ont été suspendus dans la nuit de vendredi à samedi à partir de 22h30, selon un porte-parole de l'aéroport, relayé par Die Welt. Le repérage d'un drone dans le ciel en a été la cause.
Les autorités aériennes allemandes, après une enquête, ont permis la réouverture du ciel aux alentours de 00h30, et le trafic a pu reprendre.
Cependant, aucune information supplémentaire autour de l'incident n'a été dévoilée par l'aéroport ou le contrôle aérien allemand.
Au cours de l'été 2026, plusieurs drones ont perturbé les opérations dans les aéroports allemands. Ainsi à Leipzig/Halle, dans l'est de l'Allemagne, le trafic avait été interrompu dans la nuit du 5 août en raison de la présence d'un objet volant non identifié, puis de la découverte ultérieure d'un objet sur le tarmac, a indiqué la police. Selon Die Welt, un Russe nommé Oleg Le, membre du GRU, est soupçonné d'avoir coordonné la logistique du projet d'attaque visant cet aéroport. Les autorités ont également identifié un deuxième suspect, un ressortissant bélarusse nommé Andrei Ka, ajoute le journal.

R I.

NOUVEAUX DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS

Les pays visés s'indignent

L'annonce par le gouvernement américain d'une nouvelle série de droits de douane soulève l'indignation des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, Chine, Brésil, Japon et Union européenne en tête. Ces droits de douane, qui pourraient atteindre 20 % dans le cas des produits provenant de Chine, n'entreront en vigueur que dans un mois, le délai permettant au public et aux entreprises de faire des observations écrites sur ces propositions.
Parmi les pays visés figurent aussi l'Inde, la Suisse, la Corée du Sud, la plupart des pays d'Asie du Sud-Est et le Bangladesh.
Washington ne s'est pas prononcé à ce stade sur le Mexique et la Norvège, qui étaient également visés par l'enquête entamée en mars par le représentant de la Maison Blanche pour le Commerce (USTR), Jamieson Greer.
Ces nouvelles surtaxes viennent s'ajouter à celles, d'au moins 10 %, annoncées fin juillet et qui visent une soixantaine de pays au prétexte de lutter contre le travail forcé.
Washington a accusé les pays visés de recourir à des subventions qui occasionnent une surproduction et pénalisent les entreprises américaines.
La Chine a annoncé jeudi se réserver le droit de prendre les "mesures nécessaires" après ces déclarations qui fragilisent la trêve observée dans la guerre commerciale entre les deux puissances.
Les Bourses mondiales montaient cependant jeudi matin, dans des échanges réduits par le jour férié américain de Thanksgiving. Vers 08H20 GMT, Francfort gagnait 1,75 %, Paris 1,63 %, Milan 2,14 %, Madrid 1,68 % et Londres 1,27 %. Le porte-parole du ministère chinois du Commerce, He Yadong, a déclaré lors d'un point presse que le fait d'invoquer les "surcapacités" chinoises comme motif pour imposer des droits de douane n'était qu'un "prétexte au protectionnisme".
Il a précisé que Pékin se réserve "le droit de prendre les mesures nécessaires pour défendre fermement ses droits et intérêts légitimes".
"Nous contestons fermement cette idée", avait répondu dès mercredi soir un porte-parole de la Commission européenne. "Au contraire, l'Europe figure parmi les régions les plus exposées à la surproduction" notamment chinoise, a-t-il affirmé.
"Le Japon ne pratique aucune politique antimarché ni ne dispose de surcapacités de production structurelles (...) Il est regrettable qu'une mesure proposée visant le Japon ait été annoncée malgré cela", a déclaré pour sa part jeudi le porte-parole du gouvernement japonais, Minoru Kihara.
Selon la proposition avancée par Washington, les droits de douane imposés ne doivent pas dépasser le niveau des accords commerciaux, ce qui ne représente au final qu'une légère augmentation par rapport aux surtaxes en vigueur depuis juillet. Une fois ces surtaxes en vigueur, le taux appliqué aux produits européens ou japonais passera ainsi à 15 % contre 10 % jusqu'ici.

"Prétexte"

La Chine est en revanche plus particulièrement ciblée, avec ces 20 % qui viennent s'ajouter aux droits de douane préexistants toujours en place, de 12,5 % en moyenne sur l'année dernière. Au risque de relancer la guerre commerciale entre les deux premières puissances économiques mondiales.
"Les guerres tarifaires et commerciales ne sont dans l'intérêt de personne", a déclaré Guo Jiakun, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, réagissant à des informations de presse mercredi, avant l'annonce officielle par Washington.
Selon lui, les accusations de surcapacité constituent un "faux postulat" et un "prétexte à la manipulation politique".
Les deux pays s'étaient rendus coup sur coup début 2025, avec des droits de douane réciproques dépassant largement les 100 %, avant qu'une série de négociations ne permettent de calmer partiellement les tensions.

"Inacceptable"

Dans le même temps, le gouvernement américain a annoncé des droits de douane supplémentaires sur les produits brésiliens, dont l'aviation civile, reprochant au pays de ne pas avoir pris en compte les inquiétudes américaines sur les relations commerciales entre les deux pays.
Une décision qui tombe tout juste un mois après la réélection du président brésilien, Lula da Silva, au détriment de Flavio Bolsonaro, soutenu par Donald Trump et parti aux États-Unis dans la foulée de sa défaite.
La décision américaine "constitue une action inacceptable dans le cadre du processus de négociation bilatérale en cours. Le Brésil ne cédera pas face à ce type de menace", a réagi la présidence brésilienne dans un communiqué.
L'Inde, visée par une surtaxe de 17%, a rappelé qu'elle était engagée "dans des négociations en vue d'un accord commercial bilatéral" avec les États-Unis, et que "toute préoccupation liée au commerce doit être traitée dans le cadre de ces négociations", selon un communiqué du ministère du Commerce.
"L'Inde ne dispose pas d'une surcapacité structurelle dans aucun secteur", ajoute le texte.
La cité-État de Singapour s'est pour sa part dite "très déçue" par les mesures américaines, tandis que le Vietnam a dit, comme l'Inde, travailler à un accord commercial avec Washington.
"Nous espérons que les États-Unis ne feront rien qui pourrait affecter nos relations bilatérales", a déclaré le ministre du Commerce du Bangladesh, Khandakar Abdul Muktadir au quotidien The Daily Star.
La Maison Blanche tente de remettre en place les droits de douane annulés en février par la Cour suprême, en s'appuyant sur de nouvelles justifications juridiques qui lui semblent légalement plus solides.
Comme pour les surtaxes sur le travail forcé imposées fin juillet, ces nouveaux droits de douane se fondent sur une loi fédérale de 1974 déjà utilisée pour imposer ceux touchant certains secteurs d'activité particuliers, tels que l'acier et l'aluminium ou l'automobile, qui n'avaient pas été remis en question par la décision de la haute juridiction.

Agence

Ce géant de la tech européen veut supprimer 10 000 postes ; l'IA en est la cause

L'hécatombe. Chez SAP, numéro 1 européen du logiciel, l'intelligence artificielle (IA) menace désormais des milliers d'emplois. Et cela ne présage rien de bon.



C'est un fait, l'IA redessine en profondeur les grandes entreprises technologiques. Pour ne pas se laisser distancer, celles-ci investissent des sommes colossales, revoient leurs priorités et réorganisent leurs équipes… Parfois au prix de nombreux départs. Et si pour l'heure la tendance se dessinait clairement aux États-Unis, voilà qu'elle s'exporte aussi sur le Vieux Continent.

Restructuration pour accélérer l'IA

D'après Bloomberg, SAP envisage de supprimer au moins 10 000 postes, soit environ 1 sur 10, dans le cadre d'une restructuration liée à l'accélération de l'IA. Car le spécialiste des logiciels pour entreprises, déjà passé de la vente de licences aux abonnements à des services en ligne, place désormais l'IA au cœur de sa transformation.
Lors d'une récente conférence, son directeur financier, Dominik Asam, ne s'en est pas caché en déclarant qu'il serait « vraiment surpris » que les effectifs ne diminuent pas à l'avenir. Cette décision interviendrait alors que les affaires tournent bien. Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires de SAP a grimpé de 13 % en glissement annuel, à 10,3 milliards d'euros, tandis que le bénéfice après impôts a progressé de 11 %, à 2,3 milliards.
Mais en Bourse, le tableau est moins flatteur : l'action a perdu environ 6 % en 12 mois, notamment sous l'effet des craintes que l'IA ne fragilise le modèle économique de l'entreprise.

Une tendance claire qui se dessine

Aux États-Unis, Microsoft, Oracle ou encore Salesforce ont elles aussi annoncé des milliers de suppressions de postes ces derniers mois. Parmi les raisons avancées, figurent évidemment les gains d'efficacité permis par l'IA et la volonté de préserver leur trésorerie.
Mais parfois, tout ne se passe pas comme prévu. Chez Meta, Mark Zuckerberg imaginait une entreprise où des agents IA assureraient une grande partie du travail quotidien. La réalité s'est révélée plus compliquée. À tel point que le patron a fini par renoncer à une seconde vague de licenciements envisagée pour ce mois de novembre. Pas question de faire machine arrière pour autant, puisque l'entreprise a cherché à assouplir certains changements sans dévier de son cap.
De son côté, SAP a déjà supprimé 10 000 postes en 2024. Et il est à noter que pour l'heure, les représentants du personnel n'ont pas encore été consultés, l'ampleur du nouveau plan pourrait ainsi évoluer au fil des négociations. En France, l'IA détruirait 75 000 CDI par an.

SpaceX veut s'offrir une quantité astronomique de puces NVIDIA Vera Rubin

SpaceX veut investir dans des puces NVIDIA Vera Rubin, mais Elon Musk a une idée bien juteuse de leur utilisation. Si une partie sera utilisée par l'entreprise, une autre pourrait être louée à des services tiers.
SpaceX a obtenu 44 milliards de dollars de financement sous forme de prêt pour s'offrir les puces Vera Rubin de NVIDIA. L'opération est menée par Apollo et Goldman Sachs. Les livraisons sont attendues au premier semestre 2027.



Une opération structurée par Apollo et Goldman Sachs

Le financement prend la forme d'obligations seniors et subordonnées. Plusieurs investisseurs institutionnels ont pris des engagements initiaux importants, via leurs fonds ou des comptes qu'ils gèrent : BlackRock, Goldman Sachs Asset Management et des comptes conseillés par KKR.
Les engagements recueillis ont dépassé le montant que SpaceX cherchait initialement à lever. L'opération fait suite à une déclaration d'Elon Musk, dirigeant de SpaceX, qui avait indiqué en octobre que l'entreprise recherchait des financements extérieurs. Selon lui, ces capitaux doivent aider des investissements dans des datacenters et d'autres infrastructures d'intelligence artificielle.

Trois tranches de dette détaillées

D'après nos confrères de chez Reuters, trois tranches ont été rendues publiques :
- 25,17 milliards de dollars d'obligations senior garanties de notation A3, avec un rendement de 8,259 % et une échéance en avril 2033
- 4,4 milliards de dollars d'obligations senior garanties de notation A2, avec un rendement de 7,66 % et un remboursement prévu en avril 2031
- 2,564 milliards de dollars d'obligations subordonnées garanties de classe B, avec un rendement de 8,36 % et une échéance en avril 2033

Ces trois tranches cumulent environ 32,1 milliards de dollars, soit moins que les 44 milliards annoncés par l'entreprise. Les informations à notre disposition n'expliquent pas cet écart de près de 12 milliards de dollars. Les établissements financiers n'ont par ailleurs communiqué ni le nombre de puces concernées, ni leur prix unitaire, ni le calendrier complet de remboursement.

Des livraisons attendues dès 2027

Les fonds serviront à acheter la plateforme Vera Rubin de NVIDIA, un système de calcul conçu pour les charges de travail exigeantes en intelligence artificielle. Il vise notamment l'entraînement de grands modèles, l'exécution de tâches d'inférence et le traitement de gros volumes de données.
SpaceX prévoit d'installer ce matériel dans ses infrastructures informatiques au sol. Les processeurs ne seront pas embarqués à bord de "satellites datacenters" tant rêvés par Elon Musk. Les livraisons, prévues de janvier à juin 2027, détermineront à quel moment l'entreprise pourra intégrer ces équipements à ses installations. Elon Musk aurait toutefois une idée derrière la tête, au lieu de développer Grok à l'extrême avec toutes ces puces, il pourrait louer sa puissance de calcul aux autres fournisseurs de services d'IA, un calcul bien plus rentable.

Kodak veut remettre une photo de famille dans nos poches

Le Kodak SlideTag est un petit traceur Bluetooth qui aide à retrouver ses clés depuis un iPhone ou un smartphone Android. Son écran couleur affiche aussi vos photos et garde la dernière image à l'écran même quand la pile est à plat.
Il y avait la photo qu'on glissait dans son portefeuille. Kodak propose désormais de l'accrocher à ses clés, juste à côté du badge de l'immeuble. Derrière le SlideTag, on retrouve Reto, le fabricant qui avait déjà réussi à faire tenir un appareil photo sur un porte-clés avec le Charmera. Cette fois, il reprend le cadre carré des anciennes diapositives Kodachrome pour y glisser un écran à encre électronique. Le tout pèse 16,6 grammes et mesure un peu moins de cinq centimètres de haut.

Une photo à emporter partout, même quand la pile est à plat

Comme l'indique MacRumors, la fiche du SlideTag annonce un écran de 1,54 pouce, avec une définition de 240 × 240 pixels et six couleurs pour restituer les images. Un portrait bien cadré s'y prêtera sans doute mieux qu'une photo de groupe prise de loin. L'encre électronique a ici un avantage bien pratique. Elle consomme de l'énergie quand l'image change, puis conserve la photo affichée sans alimentation. Même en retirant la pile bouton CR2032, la dernière image reste visible.
Pour envoyer ses photos sur le porte-clés, il faut passer par l'application Kodak Memory Link. Le SlideTag peut en stocker jusqu'à douze et les faire défiler en diaporama. On peut aussi y afficher un QR code ou ses coordonnées. Sur un trousseau, c'est peut-être l'option la plus utile après la photo. Si quelqu'un retrouve vos clés, il peut savoir à qui les rendre d'un coup d'œil.

Pour retrouver ses clés, le SlideTag mise sur le Bluetooth

La localisation se fait dans Localiser sur iPhone, à partir d'iOS 26, ou dans Find Hub sur un smartphone Android compatible. Si vous avez laissé vos clés au café, le réseau peut remonter leur position lorsqu'un appareil compatible passe à proximité. Si elles sont simplement tombées derrière un coussin, vous pouvez faire sonner le traceur. Les 30 mètres annoncés par Reto correspondent à la portée Bluetooth en terrain dégagé. Pour les derniers mètres, l'AirTag 2 garde l'avantage de l'ultra large bande, qui permet à un iPhone compatible d'afficher une flèche vers l'objet.
Le SlideTag est vendu 34,99 dollars aux États-Unis. Pour une boîte livrée en France, le total monte à 49,99 dollars avant taxes d'importation, d'après Phototrend. Le distributeur français du Charmera, interrogé par le média, indique qu'il ne distribue pas le SlideTag pour le moment.
Reto reprend enfin le principe de la boîte surprise du Charmera. Il existe huit cadres courants et une variante métallique plus rare. Vous avez tout le temps de choisir la photo que vous voulez garder sur vous. Pour savoir dans quel cadre elle ira, il faudra ouvrir la boîte.

La première voiture chinoise évaluée au contrôle technique allemand finit presque dernière

La MG 4 figure parmi les premières voitures fabriquées en Chine à passer à l'épreuve du contrôle technique allemand et elle signe des débuts pour le moins compliqués. Dans le dernier palmarès annuel du TÜV, la compacte électrique échoue en effet à l'avant-dernière place parmi les véhicules les plus récents, juste devant le Tesla Model Y. Un bilan surprenant pour un modèle disposant d'un vrai réseau et d'un entretien régulier. Quels défauts expliquent cette contre-performance et faut-il craindre pour sa fiabilité en occasion ? Décryptage.

L'arrivée des constructeurs chinois sur le marché européen est un phénomène très récent. A l'heure actuelle, la quasi-totalité des modèles issus de l'Empire du Milieu n'ont d'ailleurs pas encore eu l'occasion de passer au contrôle technique français. Cet examen ne devient en effet obligatoire dans l'Hexagone qu'à partir de la quatrième année après la date de première immatriculation. Mais en Allemagne, les "hostilités" démarrent douze mois plus tôt. La MG4 est ainsi devenue la première voiture fabriquée dans ce pays à figurer dans le rapport annuel du TÜV, le groupement des organismes qui se chargent d'encadrer cette inspection, et ses résultats n'ont pas été du tout brillants.
Cette compacte électrique chinoise se classe en effet en avant-dernière position dans ce palmarès sur la tranche des modèles de 2 à 3 ans avec un taux de défauts de 16 %. Seul le Tesla Model Y parvient à faire encore pire avec 18,5 % ! Pourtant, contrairement à la marque américaine, MG s'est doté d'un véritable réseau pour son retour en Europe. Anciennement britannique, le constructeur appartenant au groupe SAIC préconise également un passage au garage tous les ans ou tous les 24 000 km. En contrepartie, il offre une garantie très longue, allant jusqu'à 7 ans ou 150 000 km. C'est autant que chez Kia, pionnier de ce type de couverture.







Pour quelles raisons la MG 4 est-elle si mal classée au contrôle technique allemand ?

A l'inverse du SUV Tesla, la MG4 n'est donc pas théoriquement victime d'un manque d'entretien. Mais plus de 10 % des exemplaires qui sont passés au contrôle technique allemand souffraient d'un défaut au niveau des disques de frein, alors que la moyenne est autour de 1 % sur les véhicules de 2 à 3 ans. La faute à la présence de corrosion sur cette pièce qui est assez rarement sollicitée en raison du puissant freinage régénératif.
La compacte MG est d'ailleurs loin d'être la seule voiture électrique à être touchée par ce phénomène. Le TÜV recommande ainsi d'utiliser la pédale de frein assez souvent pour éviter l'arrivée de la rouille.
Les suspensions de la MG 4 souffrent également d'un taux de défauts important pour un véhicule aussi jeune : 2,7 % quand la moyenne sur cette tranche d'âge est de 0,5 %. Malheureusement, le rapport ne donne pas davantage d'explications sur les raisons exactes de cette contre-performance, et les divers témoignages de propriétaires reçus sur notre formulaire fiabilité n'évoquent pas de mécontentement à ce sujet. Vous n'avez pas mentionnés non plus de soucis au niveau des feux de croisement, qui enregistrent pourtant un taux de défaut de 1,9 % quand la moyenne est à 1,4 %

La fiabilité de la MG 4 est-elle vraiment si mauvaise que ça ?

En Allemagne comme en France, le contrôle technique n'a toutefois pas vocation à dresser un bilan complet de la fiabilité d'un modèle. Il s'agit d'un examen assez rapide, sans démontage, qui vise essentiellement à vérifier si le conducteur a bien pris soin de sa voiture et si elle est restée conforme à l'origine.
Le rapport du TÜV reste donc à prendre avec quelques pincettes, et il ne signifie pas forcément que vous courez au devant de coûteux ennuis si vous envisagez d'acheter une MG 4 en occasion. Mais plusieurs de nos lecteurs déplorent tout de même des aides à la conduite parfois dangereuses, des bugs électroniques divers et surtout un service après-vente pas toujours à la hauteur.
Des refus de recharge inexpliqués sont également évoqués par certains propriétaires, ainsi que des bruits sourds en provenance de la pompe à chaleur sur les modèles équipés de cette technologie intéressante en hiver. Si vous voulez avoir la quasi-certitude d'être tranquille en achetant une voiture électrique, cette compacte n'est donc pas forcément le meilleur choix du marché malgré sa garantie 7 ans. Mais la fiabilité n'a rien d'une science exacte malgré tout : certains propriétaires n'ont aussi rencontré aucun des problèmes évoqués ici, d'autant que la situation s'est améliorée au fil des mises à jour à distance ou en atelier.

Crise chez Stellantis : en Italie, la production automobile touche le fond

Stellantis est dans le dur en Europe avec du cash brûlé en grande quantité et des usines qui ne tournent pas au régime qu'elles devraient. Si des arrêts ont été actés en France pour cause de baisse de la demande, la situation est autant critique en Italie où la production automobile a atteint un plus bas quasiment historique en 2025. 2026 devrait permettre de rebondir légèrement, mais le mal est bien là.
S'il y a de quoi s'inquiéter en ce moment de la situation de Stellantis en France avec de nombreux arrêts d'usine programmés, que dire de ce qui se passe de l'autre côté des Alpes. Chez nos voisins transalpins, on ne peut pas franchement dire que l'automobile est une industrie qui se porte bien depuis déjà de nombreuses années. Si l'on exclut les deux marques que sont Ferrari et Lamborghini, le reste subit les vents et marées de la demande automobile et les chiffres sont assez éloquents : comme le rappelle Reuters, la production automobile italienne a atteint 380 000 unités en 2025, un des plus bas niveaux depuis des décennies et surtout la moitié de ce qui était produit en 2023. La tendance est donc plutôt inquiétante, tellement que le patron de Stellantis en Europe l'a confirmé avec des mots plutôt crus lors d'une conférence à Vérone.
A son apogée, l'Italie produisait près de 2 millions de voitures particulières (hors utilitaires donc) par an, à la fin des années 80. 2025 restera comme l'une des pires années de l'histoire de l'Italie puisqu'un rebond est attendu en 2026.

Où va Stellantis Italie ?

Carlos Tavares a été poussé vers la sortie pour redonner de la place au management italien avec Antonio Filosa. On pensait alors que l'Italie retrouverait une position de force comme à l'époque de Fiat-Chrysler et Sergio Marchionne, mais le marché automobile européen est ce qu'il est : un quart de volumes en moins par rapport à l'avant Covid, des modèles chinois qui déboulent par dizaines et une volatilité de la clientèle plus forte que jamais. Déjà que certaines marques italiennes jouaient sur un carré de niche (Maserati, Alfa Romeo et même Lancia), il n'en fallait donc pas moins pour faire s'écrouler le château de cartes. "Dans ces conditions, assurer la continuité de la production dont l'Italie a besoin devient un défi quotidien", avouait Emanuele Cappellano.

Fiat et Jeep maintiennent

Il faudra attendre la mi-décembre pour savoir ce que va devenir Maserati puisque Stellantis a confirmé un point officiel pour parler du futur et des projets de la marque, que l'on soupçonnait un temps d'être vendue à des Chinois. Chez Lancia, le "renouveau" sous la forme de clones à plateforme STLA n'est évidemment pas flamboyant en dehors d'Italie et ne suffit pas à remplir les lignes d'assemblage. Même son de cloche pour Alfa Romeo même si le Junior se vend tout de même mieux, et alors que l'on attend toujours une offre de segment C et D renouvelée. Il n'y a finalement que Fiat qui tient pour l'heure la barraque chez les marques italiennes mais paradoxalement le constructeur s'en sort surtout en Amérique Latine où toutes ses meilleures ventes mondiales se font. Et cela ne profite en rien à l'Italie puisque les autos pour le continent sud américain sont faites sur place ! Car en ce qui concerne les Fiat italiennes, si la Grande Panda assure le coup, c'est loin d'être le cas pour la 500 à la carrière pour le moins chaotique depuis l'arrivée de la version électrique. Malheureusement pour Fiat, la nouveauté du moment, le Grizzly, sera assemblée... au Maroc.Et l'Italie peut également dire merci à ses partenariats américains puisque la production du Jeep Compass assure tout de même une rotation non négligeable du côté de Melfi depuis son renouvellement en 2015...

Complets / Il élève des pigeons
Onguent
Excès
Extrémités des skis
Astique / Jeune cerf
Île française / Économisée
Soigner et nourrir les animaux
Affluent de l'Hérault
Particules infiniment petites
Nouée dans le dos
Élève
Purifié
On le fête / Moutons
Pactoles
Ombrée / Empois
Écrivain français (Eugène) / Dépouillement
Bourré comme une huître
Souhaité
Conducteur d'équidés
Côté où le soleil se lève
Esquiver / Signal sonore pour le départ
Dedans / Fatalités
Epouse d'Athamas
Danse enfantine
Poissons d'eau douce / Fermant
Soif
Réplique instantanée
Suivis / Admiratives
Première personne du singulier
Cent mètres carrés
Drame lyrique au Japon / Godets
Engueulade / Invectivât
Trac de l'artiste
Bramer
Partie d'une cheminée
Princesse hindoue
Monarque
Territoire montagneux en Algérie
Caillou / Maison d'Italie
Malaise
Beau perroquet
Chevalier efféminé / Id est
Roulement sur le tambour
Beaucoup
Picrate
Cordon / Conteste
Titre anglais
Département
Lentille bâtarde / Divinité du levant
Affluent du Danube
Niais
Allégresse / Couleur de la ligne dans les Vosges
Actinium
Echassier / Ville roumaine
Bonnes reproductrices / Jadis c'était Tokyo
Crie comme le cerf
Rétrocédé
Blague / Examiné
Fredonner / Premier continent connu
Champion
Surface agricole
Connu
Élève officier
Tramée

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 29 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

AIR ALGÉRIE

Des réductions allant jusqu'à 50 % sur les vols au départ de l'Europe vers l'Algérie

Air Algérie a annoncé, vendredi dans un communiqué, des réductions allant jusqu'à 50 % sur ses vols à destination de l'Algérie au départ de l'Europe, dans le cadre de ses offres hiver 2026. La période de réservation pour cette offre s'étend du 26 novembre au 3 décembre prochain, tandis que les voyages sont prévus du 26 novembre 2026 au 31 janvier 2027, précise la même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 morts et 420 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 420 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 26 au 28 novembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 396 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation, causant 09 décès sur les lieux des accidents et 420 blessés", précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 12 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO), émanant des appareils de chauffage et chauffe bains de leurs domiciles à travers les wilayas de Médéa (04 personnes), Saida (03), Batna (02), Ain Témouchent (02) et Bouira (01), ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès de trois personnes par intoxication dans les wilaya de Saida, Batna et Constantine.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or rebondit après avoir atteint son plus bas niveau depuis plus d'un an

Les cours de l'or ont enregistré une hausse vendredi, rebondissant après avoir atteint leur plus bas niveau depuis août 2025, dans un contexte marqué par une baisse de la pression à la vente.
L'or au comptant a progressé de 2,7 % pour atteindre 3.663,52 dollars l'once, tandis que les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre ont gagné 3,6 %, à 3.662,10 dollars.
Sur l'ensemble de la semaine, les cours du métal jaune ont progressé d'environ 3,6 %. Cette reprise intervient après que les cours de l'or ont atteint mercredi leur plus bas niveau depuis août 2025, à la suite de la publication de données américaines sur l'inflation, qui ont renforcé les anticipations d'un maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé. Les autres métaux précieux ont également enregistré des hausses. L'argent au comptant a progressé de 6,5 %, à 44,18 dollars l'once, le platine de 5,3 %, à 1.358,59 dollars et le palladium de 4,5 %, à 912,60 dollars.

APS

LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Tebboune annonce de nouvelles dispositions pour les codes communal et de wilaya



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier à Alger, qu'un travail sera engagé avec les nouveaux élus locaux en vue de trouver une nouvelle formule pour les lois relatives à la commune et à la wilaya. Une démarche qui traduit la volonté de revoir le cadre juridique régissant les collectivités locales et de confier davantage de responsabilités aux futurs élus.
« Nous tâcherons de trouver, avec les nouveaux élus, une nouvelle formule pour les lois relatives à la commune et à la wilaya », a déclaré le chef de l'État à la presse, après avoir accompli son devoir électoral au centre de vote de l'école primaire Ahmed-Aroua, à Bouchaoui, dans l'ouest d'Alger, à l'occasion du scrutin du 28 novembre pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW). Le président de la République a, dans ce contexte, mis en avant le renouvellement de la composante des assemblées locales, soulignant que « les dernières statistiques concernant les candidats montrent que la nouvelle génération est arrivée à un niveau de prise des responsabilités ». Il a également indiqué que de plus grandes responsabilités seront confiées aux nouveaux élus au niveau des communes et des wilayas. Abdelmadjid Tebboune a estimé, par ailleurs, que le niveau d'instruction, les diplômes universitaires et l'âge des candidats constituent des éléments de « bon augure » pour ces élections. Des déclarations qui placent la question des prérogatives et du rôle des élus locaux au cœur des perspectives ouvertes par ce scrutin.

Plus de 24 millions d'électeurs appelés aux urnes

Sur le terrain, les électeurs étaient appelés, samedi, à choisir leurs représentants au sein des assemblées communales et de wilaya pour un mandat de cinq ans. Le corps électoral national s'élève à 24.236.959 inscrits, appelés à départager 6.052 listes de candidats, dont 5.624 pour les APC et 428 pour les APW.
Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a également accompli son devoir électoral au centre de vote de l'école Ahmed-Aroua, à Bouchaoui, dans l'ouest d'Alger.
La campagne électorale, qui s'est achevée mardi après vingt jours de meetings et de rencontres de proximité, a été marquée par des propositions axées notamment sur l'amélioration du service public, les prérogatives des assemblées élues et la modernisation de la gestion locale. Selon le bilan présenté par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), la campagne s'est déroulée dans un climat serein, sans dépassement enregistré dans le discours politique.
L'organisation du scrutin a, de son côté, mobilisé des moyens humains et numériques, avec notamment la formation des personnels, des simulations opérationnelles et des plateformes destinées au recensement et à la centralisation des résultats. Le vote avait également commencé dès mercredi dans certaines zones du Sud desservies par des bureaux itinérants.

Des taux de participation de 9,16 % pour les APC et 8,76 % pour les APW à midi

Dans un premier bilan communiqué à midi, le président de l'ANIE, Saad Arous, a fait état d'un taux de participation préliminaire de 9,16 % pour les élections des APC et de 8,76 % pour celles des APW.
Le nombre de votants pour les assemblées communales a atteint 2.219.885 électeurs, sur un corps électoral de 24.236.959 inscrits. Pour les assemblées de wilaya, le nombre de votants s'est établi à 2.122.947, a précisé le responsable lors d'une conférence de presse animée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal.
Le corps électoral national compte 13.001.832 hommes et 11.235.127 femmes, répartis à travers 13.660 centres de vote et 63.378 bureaux, couvrant les 1.541 communes du pays.
Pour assurer l'encadrement de l'opération électorale, 828.836 agents ont été mobilisés, dont 760.536 affectés aux bureaux de vote et 68.300 aux centres. À cela s'ajoutent 194.979 observateurs représentant les partis politiques et les listes indépendantes légalement habilités, répartis entre les centres et les bureaux de vote.

FRANCE

L'économie est entrée en récession

L'économie française est entrée en récession depuis le deuxième trimestre, selon des données publiés vendredi par l'Insee, fragilisant les prévisions de croissance du gouvernement sur l'ensemble de l'année, sur fond d'une crise multiforme et une polarisation politique sans précédent.
Désormais dans le rouge, le produit intérieur brut (PIB) français, qui mesure l'activité économique à travers les richesses créées, a reculé de 0,2 % au troisième trimestre après avoir stagné au deuxième trimestre et reculé de 0,2 % au premier.
L'Institut a revu ainsi en baisse sa première estimation pour le troisième trimestre, qui avait mesuré un recul de 0,1 %.
Derrière ces chiffres, les détails actualisés donnés par l'Insee montrent que le pays est entré depuis le deuxième trimestre en légère récession dite "technique", caractérisée par deux trimestres consécutifs de baisse du PIB.
Le même organisme a revu ainsi en baisse sa première estimation pour le troisième trimestre, qui avait mesuré un recul de 0,1 %, un indicateur qui témoigne de l'essoufflement persistant de l'économie française.
Le produit intérieur brut s'est en effet contracté, passant de 665,7 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025 à 662,6 milliards au troisième trimestre. Un recul qui traduit l'affaiblissement progressif de l'activité et une économie qui peine à se redresser.
A la fin du troisième trimestre, l'acquis de croissance s'établit à seulement 0,1 %. En clair, si l'activité reste stable au dernier trimestre, la croissance annuelle serait limitée à ce niveau et l'objectif gouvernemental de 0,5 % apparaît donc difficile à atteindre, au regard de la tendance actuelle, selon les analystes.
Par ailleurs, l'agence de notation financière "Standard & Poor's" (S&P) a abaissé la perspective de la note de la France à "négative", soulignant l'accroissement des pressions sur le budget général dans un contexte de faible croissance économique et de hausse des coûts d'emprunt, ce qui rend la réduction du déficit plus difficile.
L'agence a confirmé, dans un communiqué, la note souveraine de la France au niveau "A+/A-", mais a indiqué qu'elle prévoyait un déficit budgétaire plus important cette année, ainsi que l'année prochaine, que ce qu'elle avait anticipé précédemment.
Elle a précisé que "la polarisation politique pourrait continuer, même après l'élection présidentielle de 2027, à entraver la mise en œuvre des mesures de réduction du déficit et des réformes favorables à la croissance".

Synthèse R I.